

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

octobre 1978

sommaire

Terrin.....	p 2
Camp David.....	p 3
Massacres en Iran.....	p 4
"Droits démocratiques".....	p 5
Salut à "Alarme".....	p 6
PCF/LCR.....	p 6
Les révisions du PCI.....	p 8

mensuel
3ff

n° 54

30 FB/2 FS/0.70 cts can.

FACE A L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE : LUTTER ? OUI! MAIS LUTTER VRAIMENT

Des dizaines de milliers de chômeurs en plus chaque mois ; hausse des prix de tous les biens de consommation ; préparatifs vers une nouvelle guerre mondiale.

Le gouvernement actuel ne se fout pas de la gueule du monde. Si la bourgeoisie française à travers l'actuel gouvernement de son appareil d'Etat se livre à la plus violente attaque contre la classe ouvrière depuis la seconde boucharie impérialiste mondiale, c'est parce qu'elle ne peut pas faire autrement. Barre, ou qui que ce soit d'autre qui se retrouverait à la tête de l'Etat bourgeois français, dans les conditions de crise mondiale actuelle, est contraint d'imposer inéluctablement une "austérité" toujours plus grande à la classe ouvrière. Que ce soit dans les pays de capitalisme d'Etat, dits communistes, ou que ce soit dans les pays occidentaux, actuellement, TOUS les gouvernements du monde appliquent la même politique : licenciements massifs en Occident ou chômage déguisé à l'Est, baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, augmentation des impôts, "l'austérité" sur tous les plans.

Le capitalisme mondial est en crise. Tous ceux qui assument la charge de sa gestion ne peuvent avoir d'autre tâche que de GERER LA CRISE.

Le gouvernement Barre fait la même politique que les "progressistes nationalistes" en Algérie, que les "communistes" en Pologne ou en Russie, que les socialistes en Allemagne, en Angleterre ou au Portugal, la même "politique qu'en Espagne ou en Italie les "euro-communistes" appuient.

Pour rester compétitifs dans la concurrence de plus en plus aiguë qui règne sur le marché mondial, chaque capital national est contraint de faire baisser les coûts de la force de travail, c'est-à-dire de baisser les salaires des ouvriers, et de licencier ceux qui travaillent dans des entreprises peu compétitives.

Barre s'applique, comme tous ses collègues dans le monde, à le faire. Mais il "le fait mal", car, comme se lamente son président "il n'a pas obtenu le consensus national" ou, comme le crie la gauche "il n'a pas la confiance des travailleurs".

Que veulent les partis de gauche qui dénoncent le gouvernement du "premier économiste de France"? Etre à la place des Barre, Giscard et Cie. Que feront ils au pouvoir? Fondamentalement, la même politique que Barre, mais avec des mots différents. A l'austérité "libérale avancée" succédera, comme en Pologne,

en Angleterre ou en Italie, une austérité "communiste", "socialiste" ou "populaire". Les mots changent, la réalité reste la même : la croissance de la mise-

Plus d'un million et demi de chômeurs dont à peine 1 sur 8 reçoit une allocation "décente"... Les politiciens de la bourgeoisie, ces tristes pitres, ne font plus rire personne, ni avec leurs bouffonneries de droite, ni avec leurs bouffonneries de gauche. Programme de Blois, Programme Commun, autant de plaisanteries sinistres qui parlent de comment gérer l'exploitation capitaliste.

Quelle issue pour les travailleurs ? Lutter ? Oui ! Mais lutter vraiment. Lutter en se donnant les moyens de vaincre, en apprenant à se servir de la force que donne le nombre et la place des ouvriers au coeur même de la production. Lutter en sachant faire de chaque grève, non pas un moment de lamentations et de suppliques, mais un apprentissage du combat.

Il faut laisser dans les poubelles de l'histoire les bulletins de vote, les défilés avec des casquettes syndicales sur la tête et des "services d'ordre" aux ordres des partis de gauche.

Lutter, oui. Mais en dépassant les grèves PASSIVES, en transformant les occupations actuelles qui ne servent qu'à enfermer les ouvriers dans "leur" usine et à les isoler du reste de leur classe, en occupations qui fassent de chaque usine occupée un véritable bastion de la classe en lutte, un centre d'où émane, sous la forme de manifestations et de délégations ouvrières aux autres usines, la volonté de GENERALISER LA LUTTE, l'esprit d'UNIFICATION de la seule classe réellement révolutionnaire dans la société.

C'est seulement ainsi que la classe ouvrière peut résister à l'attaque du capitalisme en crise. C'est seulement ainsi qu'elle peut forger ces deux armes qui lui sont si nécessaires pour son émancipation : sa capacité à s'organiser et sa conscience de classe. C'est seulement ainsi qu'elle peut enrayer la marche du capitalisme vers la seule "solution" qu'il est capable d'offrir à l'actuelle crise : la troisième guerre mondiale.

Seule la lutte libérée des carcans syndicalistes et politiciens peut en même temps entraver l'attaque du capital et préparer les combats décisifs qui seuls libéreront la classe ouvrière et l'humanité entière de la barbarie capitaliste.

SOLIDARITE NATIONALE OU SOLIDARITE DE CLASSE

• Par Barre interposé, le gouvernement vient de lancer un cri d'alarme aux chefs d'entreprise : "la modération de l'évolution des rémunérations est une condition essentielle du redressement économique du pays", écrit le premier ministre à son ministre de l'économie, Monory, en le chargeant d'exercer avec vigilance une surveillance sur les salaires dans les entreprises. Celui que certains appellent encore le "premier économiste de France" ajoute aussitôt après : "de surcroît, (le freinage des salaires) est indispensable à une amélioration de la situation de l'emploi, car des hausses excessives de salaires ne peuvent avoir pour effet que d'accroître les risques de chômage pour de nombreux travailleurs".

Si on laisse de côté au compte de l'auteur, le douteux crédit à l'hypothèse de "redressement économique du pays", cette déclaration comporte deux aspects qui témoignent de la double préoccupation de la bourgeoisie aujourd'hui. On y trouve :

- l'affirmation de l'urgence des mesures d'austérité à imposer ;
- le problème : comment faire accepter ces mesures. Sur ce point, l'argument développé par le gouvernement est simple, c'est de faire accréditer la thèse : davantage d'austérité permettra de combattre le chômage.

Regardons ces éléments de plus près. La situation est grave pour la bourgeoisie. Elle n'a pas le choix. A l'heure où ses mesures économiques face à la crise doivent frapper directement son ennemi de classe, la tâche est au re-

groupement de ses troupes pour frapper plus efficacement, c'est-à-dire ensemble. Mais cette concentration des forces n'est pas aisée car elle ne se produit pas sans crainte après que sous la pression des grèves du printemps dernier, les patrons ont dû céder çà et là quelques miettes.

Officiellement, durant le deuxième trimestre 1978, l'augmentation moyenne des salaires horaires a été de 5%. Il faut raffermer l'état d'esprit de l'ensemble du patronat, inquiet des risques d'une montée du mécontentement social engendré par les mesures déjà prises. C'est l'Etat, puissance capitaliste la plus forte du pays qui doit faire acte exemplaire d'intrépidité.

Barre ne déclarait-il pas, il y a quelques semaines, que, finalement, ses plans d'austérité avaient été une réussite malgré l'échec patent enregistré dans deux directions : l'inflation et le chômage ! Il pouvait néanmoins se targuer de "succès" en deux autres domaines : d'une part, le redressement du commerce extérieur français traduit par un solde mensuel enfin positif de la balance commerciale. Le seul ennui de ce compte est qu'il camoufle la chute vertigineuse des investissements du secteur productif, "compensé" par l'intensification de la vente d'armes françaises dans tous les points "chauds" du monde ; d'autre part, M. Barre pouvait précisément s'enorgueillir d'avoir, depuis sa prise de fonction, contenu les hausses de salaires, autrement dit d'avoir fait baisser les salaires réels en

UN PAS DE PLUS DANS L'AUSTERITE

• A entendre gauche, syndicats et gauchistes, "la crise n'est pas irréversible, ni le chômage fatal", on croirait entendre Barre ! Seuls l'égoïsme, la cupidité de quelques-uns (les "grands monopoles" chers au P.C.F.) et non le système lui-même, feraient responsables de l'enlèvement dans la crise. Cela est déjà éloquent quant à l'optique dans laquelle se placent ces organisations prétendument ouvrières. Non pas utiliser le puissant levier de la crise pour mettre à mort le monstre capitaliste, mais essayer de soigner et remettre sur pied ce monstre synonyme de misère, de guerre et d'atrocités sans cesse renouvelées. Si, comme dans les comédies de Molière, des déchirements parcourent l'illustre confrérie des mé-

decins au chevet du moribond, témoin la persistance des désaccords entre PS et PCF, et CGI/CFDT, l'accord est entier quant à tout faire pour éviter que "le chômage au-delà d'un certain seuil ne conduise à la révolte individuelle, à la violence, à la déstabilisation de la société" (E. Maire). Et pour cela deux remèdes miracles nous sont proposés, la relance de la consommation populaire et la réduction du temps de travail.

Récemment, le PS lui-même s'est prononcé pour les 35 heures sans réduction du salaire, chose qui tait se pâmer les gauchistes, leurs propositions étant enfin reconnues, et dire à Delors que le PS était plus trotskyste que les trotskystes eux-mêmes. Non seulement on nous

suite page 2

L'encerclement du bloc russe

Les derniers mois, l'actualité internationale a été riche en retournements spectaculaires : coup d'Etat en Mauritanie qui ouvre la perspective d'un règlement négocié du problème du Sahara occidental ; Hissene Eabré, ancien chef du Frontlinat qui devient premier ministre du Tchad avec pour président de la République Malloum, son ennemi juré d'hier ; Neto, chef de l'Etat angolais qui visite Mobutu, son homologue zaïrois quelques mois après avoir soutenu l'attaque du FNLC au Kinshasa, et qui se quitte les meilleurs "amis" du monde. La Chine et le Japon ennemis de toujours, traditionnellement rivaux sur la scène asiatique qui signent un pacte de coopération militaire et économique ; le Vietnam, le Cambodge et la Chine, les alliés d'hier, qui aujourd'hui en décousent sur la scène indochinoise.

Apparemment, ces retournements de situation n'ont rien en commun et pourtant ils sont tous en faveur du bloc américain. Ils manifestent le rapport de forces de plus en plus favorable au bloc occidental face au bloc russe dans la rivalité impérialiste qui les oppose sur l'ensemble de la planète.

voir page 3

rapport avec l'inflation, bref, d'avoir réussi, sans provoquer de trop fortes réactions, à imposer l'austérité.

De fait, c'est depuis cet été, c'est en ce moment que le prolétariat subit l'intensification tout azimut de l'offensive de l'Etat en ce domaine (voir l'éditorial).

Et pour faire "avalier" une telle pilule, le gouvernement ne peut mettre en avant qu'une justification spéculaire et dérisoire : seule, l'austérité pourra diminuer le chômage. Cette argutie qui se veut le fin du fin en la matière n'est qu'une vaste duperie. Les raisons essentielles se ramènent à ceci :

La fermeture des usines non rentables, la mise à pied de milliers et de milliers d'ouvriers (on avoisinera en octobre 15 million de chômeurs officiellement recensés en France) procèdent en fait d'une démarche planifiée par l'Etat lui-même dans les différentes interventions gouvernementales. On l'a vu pour des entreprises volontairement sacrifiées comme Lip, Terrin, Boussac, etc. où l'entremise d'un négociateur, commis de l'Etat, ne fait qu'entériner les décisions de liquidation. On le voit aujourd'hui avec la sidérurgie (où depuis 5 ans, étaient monnayés des crédits de soutien étatique sous la condition expresse de suppression de milliers d'emplois) dont l'Etat assortit la prise de contrôle en devenant détenteur avec l'apport des banques nationalisées d'une majorité d'actions -ne réalisant ainsi pas autre chose que le programme capitaliste d'Etat du PS- d'un planning de nouveaux licenciements de quelques 15 000 ouvriers. Le gouvernement l'avoue volontiers lui-même : il ne cesse de viser d'un côté à l'élimination des "ca-

nards boiteux", des entreprises non rentables et de l'autre de favoriser ou mettre en place les opérations que l'ensemble de la bourgeoisie dénomme "de dégraissage" pour rendre certains secteurs plus concurrentiels sur le marché mondial. L'austérité est-elle autre chose que cette gestion rationalisée de la crise? Non. Ce n'est que la loi même du capitalisme qu'on trouve ici : le seul moyen de tenter d'augmenter la rentabilité des entreprises aujourd'hui, c'est de réduire la part des salaires. Pour la réduire, on peut directement payer moins chaque ouvrier, et on peut également jeter une partie de la classe ouvrière sur le pavé. Ce ne sont que les deux faces d'une même réaction, deux façons de répartir la même agression du capital contre la classe ouvrière.

Quant au chômage, il ne frappe pas seulement les ouvriers de Boussac, de Terrin, de la sidérurgie, de la construction navale, etc... dans les entreprises ou les secteurs les plus touchés par la crise, mais bien l'ensemble de la classe ouvrière et de son niveau de vie. Quelle est aujourd'hui la famille ouvrière qui ne doit subvenir aux besoins d'un de ses membres chômeur? Et quel ouvrier ne sent pas à ses côtés la menace du chômage? Un chômage qui signifie déjà sur les épaules de celui qui a "la chance" de ne pas y être, accroissement de la productivité, intensification de l'exploitation et de fait aussi à travers l'augmentation des charges sociales (comme la part de cotisation à l'assurance chômage) l'incidence d'une diminution du salaire réel.

Dans ce contexte, les mesures que

prétend prendre l'ensemble de la bourgeoisie comme le gouvernement ne peuvent être que des simulacres : la réunion du gouvernement à Rambouillet ne pouvait déboucher sur aucune mesure efficace contre le chômage, mais a servi au contraire à mettre la dernière main au programme d'austérité contenu dans le budget 79 ; la mission de Fabre sur l'emploi ne peut avoir aucun contenu concret mais fait partie du simple jeu politique de la majorité dans ses manoeuvres de racolage vers la gauche ; la création d'une commission "pour l'emploi des jeunes" est une opération de façade qui cristallise en fait une orientation formelle du chômage. Si la mise en avant d'un "cadre prioritaire de l'emploi" ne représente pas un accroissement d'emplois effectif "pour les jeunes", elle sanctionne à coup sûr l'impossibilité pour les moins jeunes, flanqués du jour au lendemain à la porte de l'usine -même avec un haut degré de qualification- de retrouver un emploi.

Et, contrairement à l'idéologie de "sacrifice" du discours capitaliste, même si des ouvriers sont contraints de fournir du surtravail à l'Etat ou à leur entreprise, cela ne diminuerait pas pour autant le poids du chômage car le problème, pour toute entreprise capitaliste, n'est pas de produire plus, mais de vendre plus. Le problème de la bourgeoisie nationale, c'est comme l'a si bien dit Giscard, qu'il faut "gagner", être compétitif pour gagner des marchés dans la concurrence internationale.

Et c'est à ce niveau que les problèmes du capitalisme deviennent insurmontables : trouver d'autres débouchés sur un marché saturé est de plus en

plus difficile et c'est une concurrence de plus en plus forte pour une part de gâteau de plus en plus faible. Dans la mesure où les marchés se rétrécissent, de moins en moins de produits peuvent être vendus, il y a par conséquent de moins en moins de force de travail utilisable et la part de salaire nécessaire à la reproduction diminue aussi. Ce sont autant de maillons composant les chaînes qui rivent aujourd'hui la misère ouvrière au capitalisme en crise.

Ce que Barre propose en terme de choix : chômage ou austérité est un faux dilemme pour la classe ouvrière. Ce que lui offre le capitalisme aujourd'hui, c'est à la fois le chômage et l'austérité.

Ce que Barre nous demande, c'est la "solidarité nationale", la solidarité entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas pour partager en commun les "sacrifices" qu'exigerait l'intérêt du capital national.

La logique de cette "solidarité nationale", nous savons d'expérience où elle mène : à la guerre. Ce n'est rien d'autre que de crever pour le capital national. Cette solidarité-là nous est étrangère.

A l'opposé de la vision de M. Barre, la seule solidarité entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas qui puisse se manifester est une solidarité de classe, c'est celle qui s'affirmera seulement à travers nos luttes contre l'exploitation commune, avec son cortège de misère, de chômage, et d'austérité, c'est celle que nous forgerons pour briser notre même chaîne dans l'affrontement général contre le capitalisme.

Y.D.

les 'solutions' de la gauche

suite de la page I

dit que les 35 heures amélioreraient nos conditions, mais encore qu'elles constituent un moyen efficace de résorber le chômage, de sortir de la crise !

Voyons de plus près la valeur de ces proclamations et d'abord pourquoi la gauche se déclare pour les 35 heures. Au prix de luttes acharnées, la classe ouvrière a obtenu en 50 ans une réduction de plus de la moitié de la journée de travail, pour arriver aux 8 heures avant 14. Depuis lors, aucune réduction réelle n'a été obtenue, et les 35 heures ne font que reprendre une revendication que déjà nos grand-pères formulaient avant la première boucherie mondiale. C'est que, depuis l'entrée du capitalisme dans sa phase ultime, celle de l'impérialisme, la diminution du taux de profit provoquée par l'octroi d'une réelle réduction de la durée de travail sans diminution de salaire ne peut plus être compensée par le développement de la production trouvant un débouché via la découverte de nouveaux marchés. Aujourd'hui, face à un marché mondial saturé, chaque bourgeoisie ne peut, pour préserver sa compétitivité, et, donc, son profit, que s'attaquer féroce à la part réservée à l'ouvrier, afin d'accroître encore le taux de plus-value, pour tendre à maintenir un taux de profit dont la chute peut de moins en moins être freinée par l'accroissement

de sa masse, vu la saturation des marchés. Dans ce cadre, si jamais les 35 h étaient accordées, sans réduction de salaire, tout sera mis en oeuvre pour que dans les faits, le même travail soit effectué en 35 heures qu'en 40, par exemple en développant le travail posté et donc le temps d'utilisation des machines. En fait, la valorisation du capital s'accroît grâce à une utilisation plus intensive des machines, les cadences s'accroissent encore, et, comme le salaire est simplement maintenu alors que l'inflation, elle, persiste, le seul résultat en est une aggravation de nos conditions, tant sur le plan du salaire que sur le plan des conditions de travail. Nos camarades en Belgique, alors que, dans les faits, ils ne font aucunement 35 h., font déjà l'amère expérience de ce remède miraculeux ; leurs salaires sont bloqués en contrepartie d'une réduction d'une heure ou deux de travail hebdomadaire. Déjà, le PS, et il n'est que le premier à ouvrir la voie, se démasque en proclamant être partisan des "35 h. sans diminution de salaires dans le respect des lois économiques", c'est-à-dire les lois du profit, de l'exploitation. Et il discute pour savoir si l'on favorise le maintien du pouvoir d'achat (en fait, sa réduction via l'inflation) ou la création d'emplois nouveaux, via une réduction

drastique des salaires, "par solidarité avec les chômeurs"! Comme si la réduction des salaires avait jamais créé des emplois, il n'y a qu'à voir le Portugal ou la Grande-Bretagne pour cela ! En fait, le mot d'ordre des 35 heures, lancé par toutes ces crapules, participe entièrement de l'attaque globale lancée par la bourgeoisie pour maintenir en vie son système agonisant.

Son but véritable est de fournir une couverture à une dégradation sans précédent de nos conditions de vie, depuis la guerre. Il s'inscrit aussi dans la tentative de la classe dominante de planifier bien au maximum le chômage, via les pré-retraites, le chômage technique, la réduction des heures supplémentaires, et... afin d'éviter tout choc trop brutal aux conséquences sociales qu'elle sait être explosives.

Mais, nous diront P."C."F. et gauchistes, vous mentez, ce n'est pas cela que l'on veut ; la preuve, on réclame en même temps que la réduction du temps de travail l'accroissement et non le simple maintien du pouvoir d'achat, et pour cela nous faisons une série de propositions concrètes pour relancer la consommation populaire, pour nous, seul moyen véritable de relancer la production". Tout cela est bien beau, mais ces messieurs "oublent" cette vérité élémentaire : l'essence du capitalisme, c'est la plus-value, l'exploitation de la force de travail ; pour se reproduire,

le capital a sans cesse besoin d'accroître son profit et, pour cela, il doit sans cesse élever le taux d'exploitation, la plus-value. La part réservée au travail vivant, à l'ouvrier, ne peut que toujours se réduire un peu plus. C'est aussi pour cela qu'en supposant, un instant, possible la relance de la consommation populaire, celle-ci ne résoudrait en rien la crise comme le prétendent les staliniens. Pour l'élargissement, le développement de la production, c'est le secteur des moyens de production qui est déterminant et non celui des moyens de consommation. Celui-ci ne se développe toujours qu'après le secteur des moyens de production et plus lentement que lui. Seule la relance du secteur des moyens de production peut favoriser le secteur des biens de consommation, et non l'inverse. D'autre part, la thèse stalinienne repose sur une conception d'une France autarcique, isolée, totalement fautive, puisque celle-ci est intégrée de par toutes ses fibres au marché mondial, comme en témoigne l'importance des exportations.

- Il faudrait enfin interdire aux ouvriers français d'acheter des produits étrangers, comme le demande d'ailleurs le P."C."F. à travers son ignoble campagne chauvine du "fabriquez, réparez français". Il y a mensonge à tous les niveaux : demander au capitalisme de relancer la consommation populaire, donc d'accroître la part de l'ouvrier, c'est

suite page 6

TERRIN : N'ABANDONNONS PAS NOTRE SEULE ARME: LA LUTTE

• Depuis les élections, la bourgeoisie en France a pris toute une nouvelle série de mesures pour imposer plus d'austérité à la classe ouvrière : hausses de prix, licenciements massifs comme à Boussac, Terrin, La Ciotat, dans la sidérurgie lorraine. Toutes ces attaques ont pour but de faire baisser le niveau de vie des travailleurs par tous les moyens. C'est que le capital français, face à l'aggravation de la crise mondiale, doit maintenir sa compétitivité en éliminant les "canards boiteux". Dans la région, c'est l'industrie navale qui est directement visée, avec Terrin et La Ciotat.

QUE FAIRE CONTRE CES ATTAQUES DU CAPITAL? SUR QUI PEUT-ON COMPTER?

Nous avons pu voir à Terrin ce que syndicats et partis de gauche ont fait: d'abord, ils promettaient que ça irait mieux, qu'il fallait faire des sacrifices pour éviter l'irréparable... et même les derniers jours, il y avait toujours l'attente de solution-miracle, et en définitive... la fermeture et les licenciements ! Les partis de gauche et les syndicats font comme si la crise n'existait que dans la tête des patrons, mais, en fait, ils négocient les indemnités de chômage. Le PS et Defferre visent une solu-

tion comme à Coder, où, sur 3000 ouvriers, il n'en reste plus que 600... C est un "sauvetage" réussi, si on oublie la noyade de la majorité des ouvriers. Le PC appelle à marcher à pas cadencés derrière des mots d'ordre nationalistes : "fabriquons français, réparons français"; sauvons le capital national quand des milliers d'ouvriers sont licenciés dans la navale, en Suède, en Hollande, ou au Japon!

Quant aux syndicats, après avoir fait accepter les licenciements de l'été 77 -trêve électorale oblige- après avoir enterré la grève du printemps avec leur mot d'ordre de "défense de l'outil de travail", de l'économie marseillaise", aujourd'hui, ils n'opposent à la fermeture que de s'enfermer dans l'usine, et des ballades en camion dans la ville.

Tout ce qu'ils mettent en avant, partis de gauche, gauchistes, et syndicats, contribue à faire croire que les licenciements dont sont victimes les "Terrin", comme ils les appellent, sont un problème qu'ils sont les seuls à affronter, alors que c'est par dizaines de milliers en France, par millions dans le monde que se comptent les travailleurs au chômage.

Beaucoup de camarades sont découragés, ils pensent qu'on ne peut rien faire. Nos exploiters, par leur presse et

leurs partis, veulent nous enfoncer une idée dans la tête : la lutte ne paie pas, nous devons la fermer et accepter les sacrifices, plus d'exploitation et dans tous les cas, espérer que la gestion des syndicats, l'intercession des parlementaires, la bonne volonté des patrons, nous accorderont quelque amône. Nous, les travailleurs, nous ne pouvons pas accepter ces idées, nous avons besoin de lutter parce que la crise mondiale du capitalisme nous condamne, en France, et dans le reste du monde, à une situation chaque fois plus insupportable, faite de salaires de famine, de vie chère et de chômage.

C'est pour cela que nous devons tirer LES LEÇONS DE TERRIN :

Nous ne pouvons déléguer nos pouvoirs à personne, ni partis de gauche, ni syndicats. Ils sont tous d'accord avec le replâtrage du capital national, et utilisent toutes les armes dont ils disposent pour nous faire accepter les sacrifices que cela impose, détourner nos luttes vers des impasses, nous pousser au découragement et à la résignation.

Accepter de lutter comme à Terrin, pour la "défense de l'économie nationale", c'est pour les travailleurs se rendre pratiquement incapables de gagner, en dépassant les divisions usine par usine, secteur par secteur, région par

région, la SOLIDARITE ACTIVE de tous les prolétaires qui subissent les mêmes attaques du capital.

Notre force face à la bourgeoisie, c'est notre unité dans la lutte résolue pour défendre nos intérêts. C'est ce qu'ont montré les ouvriers des chantiers navals de Cadix, en se battant, et en faisant reculer les licenciements, les ouvriers polonais en faisant annuler les hausses de prix.

Tirer les leçons de Terrin, c'est rompre l'isolement, reprendre le chemin de la lutte, la généraliser, PRENDRE CONSCIENCE QUE NOTRE FORCE, NOUS LA TI-RONS DE LUTTES TOUJOURS PLUS LARGES, PLUS UNIES, et que ce n'est que cela qui peut nous permettre de freiner les attaques du capital.

La bourgeoisie n'a plus rien à nous offrir, sinon plus de misère, et la guerre à la fin. La seule issue réaliste, c'est de la détruire. Dans nos luttes, la victoire, c'est la lutte elle-même, l'expérience et la conscience qu'elle donne aux travailleurs pour préparer les luttes de demain qui dans tous les pays, de l'Est à l'Ouest, détruiront l'Etat bourgeois, les nations, et l'exploitation.

Septembre 78,

Tract diffusé par notre organisation à Marseille et dans sa région.

LA BOURGEOISIE PREPARE LA GUERRE, PREPARONS LA REVOLUTION

suite de la page 1

Ces événements expriment une réalité : le bloc impérialiste le plus puissant est le bloc impérialiste économiquement le plus puissant. Quelques chiffres résumés assez bien la situation : les forces de l'OTAN consacrent 852 milliards de francs au budget de la défense alors que les pays du pacte de Varsovie n'y consacrent que 548 milliards selon les chiffres officiels, et ceci sans compter des puissances de premier ordre telles que la France, le Japon, ou même la Chine qui, si elles sont pleinement dans le bloc occidental, ne sont pas directement dans l'OTAN. Et pourtant, le budget militaire des USA ne représente que 6,4% du PNB alors que pour l'URSS il est de 15,7%. L'effort consenti par le bloc russe est donc de plus du double par rapport à sa puissance économique et grève d'autant plus sa compétitivité sur le marché mondial, tout en aboutissant réellement à une puissance militaire considérablement plus faible. Cela montre bien la faiblesse économique relative du bloc russe face à son rival occidental, faiblesse qui se manifeste aussi par le fait que ce sont les pays du COMECON qui sont endettés vis-à-vis de l'occident et non l'inverse.

Cette réalité se trouve concrétisée par le recul de plus en plus important du bloc russe depuis une quinzaine d'années qui a vu son rival l'expulser du Moyen-Orient comme le concrétisent une fois de plus les accords de Camp David, qui, en Asie, avec le retrait des troupes américaines au Vietnam a vu la Chine et son vassal cambodgien se retourner, malgré leurs "affinités" idéologiques vers l'impérialisme américain, et conclure aujourd'hui un pacte militaire avec le Japon qui le menace directement, puis ensuite l'Inde, sa carte de réchange dans cette région du monde, retourner dans le giron occidental et qui voit aujourd'hui ses alliés d'hier, Algérie, Lybie, et même Angola, commencer un flirt dont on peut présager l'évolution avec l'occident, qui voit son protégé d'aujourd'hui, l'Ethiopie, piétiner, malgré le soutien des soldats cubains, dans son offensive face aux fronts de libération érythréens soutenus par l'Arabie Saoudite, notaient, et perdre dans l'histoire le bastion somalien et la base navale de Berbera sans en récupérer l'équivalent.

L'impérialisme occidental se trouve actuellement dans une telle situation de force face à son rival qu'il peut même se permettre des pieds-de-nez tels que les voyages de Carter en Pologne ou récemment de Hua Kuo Feng en Roumanie, c'est-à-dire mettre le pied chez l'ennemi et le critiquer impunément.

Les marchés contrôlés par l'URSS se sont réduits comme peau de chagrin. Aujourd'hui, à part quelques rares positions fragiles dans le monde, le bloc russe se résume à l'URSS, les pays de l'Est, Cuba et le Vietnam. C'est à un véritable encerclement du bloc russe auquel nous assistons. De cette situation se précise le danger de guerre mondiale ; militairement parlant, cette situation signifie par exemple que la puissance navale soviétique est bloquée à l'Est, vers le Pacifique, par le Japon et la Chine, à l'Ouest, vers l'Atlantique, par l'OTAN, et au Sud, l'URSS risque de perdre ses derniers alliés en Méditerranée, la seule "sortie" qui reste est le cercle polaire et on voit ce qu'elle signifie.

Ceci explique l'évolution des conflits inter-impérialistes de la périphérie du capitalisme vers le centre, vers les métropoles industrielles. De plus en plus repoussé dans ses derniers retranchements, il est d'une nécessité VITALE pour le capitalisme russe de s'ouvrir une issue sur le marché mondial, et bientôt cette issue risque d'être l'Europe elle-même et notamment le ventre mou du bloc occidental dans cette région : Albanie et Yougoslavie. C'est dans ce cadre que le voyage de Hua Kuo Feng prend tout son sens, or, la puissance économique n'est pas suffisante pour avoir les postes nécessaires, la violence est alors l'unique recours possible, mais elle correspond aux mêmes besoins. La guerre impérialiste n'est que la continuation de la guerre économique, mais par d'autres moyens. La guerre est dans la logique même de la concurrence capitaliste ; dans la décadence capitaliste, elle est l'essence même du capitalisme. La marche vers la guerre est une tendance intrinsèque du capital.

guerre ou révolution

Cela veut-il dire aujourd'hui que si la tendance du capitalisme est à préparer la guerre, le cours général historique est à la guerre, c'est à dire que la guerre impérialiste mondiale est inévitable? Non. La condition essentielle, indispensable, pour qu'une bourgeoisie puisse mener une guerre impérialiste est d'abord la certitude que les armes qu'elle utilise, qu'elle distribue, ne se retourneront pas contre elle, contre le système d'exploitation qu'elle perpétue. Les leçons de la première guerre mondiale et la grande frayeur de la classe dominante face à la révolution prolétarienne en Russie qui y a mis fin ne sont pas prêtes d'être oubliées par la bourgeoisie. La guerre impérialiste est la forme de conservation de l'exploitation, à l'époque de la décadence capitaliste, c'est-à-dire le moyen de survie de la bourgeoisie alors que la révolution communiste est la fin de l'exploitation, et par conséquent la fin de la bourgeoisie. Avant de faire la guerre, la bourgeoisie doit vaincre le prolétariat, son ennemi historique, lui faire accepter la guerre impérialiste, lui faire accepter de défendre des intérêts qui ne sont pas les siens, lui faire accepter de servir de chair à canon. Avant de mettre en place sa "solution" à la crise mondiale du système exploiteur, la guerre impérialiste mondiale, la bourgeoisie doit être sûre que le prolétariat, lui, ne trouve pas une solution définitive à son existence

CAMP DAVID

LA COLOMBE DE LA GUERRE

• "Nos prières ont été exaucées bien au-delà de nos espoirs", déclara Carter, derrière son sourire de Tartuffe, à la fin du sommet de Camp David. Douze jours de suspense et le moins que l'on puisse dire, c'est que rien n'avait été oublié dans la mise en scène de ce spectacle grandiose : un déroulement sur fond de drame, des entrées en fanfare, des fausses sorties, le tout accompagné par les sanglots des pleureuses de tout bord et la musique tonitruante des médias.

Que voulait-on nous faire croire ? Que le résultat tient du "miracle" ? Que des "hommes de bonne volonté" pouvaient venir à bout de leur haine millénaire ? En d'autres termes, que Sadate et Begin, comme tout héros qui se respecte, ont dû se faire violence pour "réussir" ? Il serait évidemment naïf de mordre à l'hameçon de la "surprise de dernière minute". Comme dans tout spectacle, l'illusion est d'autant plus réussie que le travail de préparation a été fait sérieusement ; et nous connaissons le talent qu'a la bourgeoisie mondiale pour mettre en scène de telles mascarades afin de mieux cacher ses noirs desseins : souvenons-nous de la campagne "contre le terrorisme" ou encore celle "pour les droits de l'homme".

A Camp David, c'est le même procédé qui est utilisé. Mais qu'en est-il réellement de cette "paix" apparemment enfantée dans la douleur ? Pouvait-on raisonnablement concevoir "un échec" (comme on a essayé de nous le faire croire) et lequel des protagonistes pouvait se permettre d'en supporter le poids ? Sadate, qui s'était trop avancé aux yeux de ses concitoyens pour pouvoir revenir les mains vides, qui les avait finalement convaincus que cette longue guerre contre Israël n'avait été qu'une erreur (!!!) et que la paix résoudrait leur misère ? Begin, qui se trouve face à une situation intérieure non moins grave, une inflation galopante et des grèves qui se multiplient ? Ou Carter, qui cherchait à retrouver la confiance des électeurs, mais qui, surtout, en tant que leader bloc occidental, jouait là une carte d'importance ?

L'enjeu était donc de taille, aussi laissons à l'éminent sénateur démocrate Frank Church le soin de nous en expliquer la teneur : "l'enjeu de Camp David, c'est la création d'une grande alliance qui éviterait la pénétration soviétique au Proche-Orient"... Voilà, clairement exprimés, les fondements de la politique US dans le monde. La "détente" est-ouest, utile pendant une certaine période d'euphorie, a été balayée par la crise et la nécessité vitale d'une nouvelle guerre mondiale se fait de plus en plus sentir pour le système tout entier.

Le sommet de Camp David s'inscrit parfaitement dans ce cadre général comme

scélérate de classe dominante. Pour cela elle doit d'abord mater la classe ouvrière, l'affaiblir suffisamment en l'écrasant physiquement et idéologiquement comme elle le fit avant la première boucherie mondiale avec la trahison de la social-démocratie ou avant le second carnage impérialiste avec l'écrasement de la vague révolutionnaire des années 20 et les mystifications anti-fascistes des fronts populaires et des "démocraties occidentales".

Le prolétariat est-il écrasé, mystifié au point de partir la fleur au fusil défendre les intérêts de la bourgeoisie dans la guerre mondiale? NON! Le prolétariat n'est pas vaincu, loin de là. Même si localement le prolétariat est suffisamment faible (numériquement et politiquement) pour permettre aux impérialismes de développer des conflits locaux, le prolétariat mondial en tant que classe mondiale qui n'a pas d'intérêts particuliers localement n'est pas prêt à se laisser enrôler une nouvelle fois dans la barbarie d'une conflagration impérialiste mondiale. Aujourd'hui la classe ouvrière est le seul frein réel à la fringale belliciste de la classe exploiteuse, c'est le seul rempart contre la guerre mondiale. Jamais depuis 50 ans, depuis la vague révolutionnaire qui commença avec la révolution russe et se termina avec l'écrasement stalinien et social-démocrate, la classe ouvrière n'avait montré une telle combativité, une telle détermination que celles que nous voyons depuis 10 ans dans toutes les grèves,

dans tous les affrontements qu'elle mène contre la bourgeoisie. Pas un seul pays au monde n'a été à l'abri de la colère prolétarienne ces dernières années, pas un pays où une grève n'ait motivé l'inquiétude des bourgeois. Même là où la bourgeoisie a fait exploser ses conflits impérialistes, le prolétariat a montré le bout de l'oreille (grèves en Egypte, Israël, Algérie, Maroc, Mauritanie, Ethiopie, Somalie, Angola, etc.). Partout, la classe révolutionnaire, même si c'est encore faiblement, commence à réagir contre les conditions de misère que lui impose le capital afin de renforcer son effort militariste, son économie de guerre, comme le montrent ces derniers mois les grèves des arsenaux en France, ou des chantiers navals qui travaillent à l'armement en Grande-Bretagne, dans les métropoles industrielles, dans les centres mêmes du capitalisme, là où se joue principalement le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie.

Avant de pouvoir faire éclater une troisième guerre mondiale, la bourgeoisie devra d'abord passer sur le corps du prolétariat et c'est de cet affrontement décisif que dépendra le sort de l'humanité : ou défaite du prolétariat et ouverture de la route vers une boucherie qui risque d'être la fin de l'homme, ou victoire du communisme qui met fin à la barbarie capitaliste et ouvre à l'humanité les portes de l'histoire. L'alternative plus que jamais reste : GUERRE OU REVOLUTION.

les justifications idéologiques des deux blocs

Pour se préparer à cet affrontement décisif, chaque bloc tente de mettre en place les mystifications idéologiques qui devraient lui permettre d'entraîner "son" prolétariat derrière lui pour combattre son rival impérialiste. C'est parce que la force du prolétariat, c'est d'abord sa capacité à prendre conscience que la principale arme du capital contre lui c'est la mystification idéologique, celle qui l'atteint directement en lui faisant croire qu'il faut soutenir une bourgeoisie contre une autre, que l'intérêt des ouvriers passe par la défense du capital national ou d'un bloc contre un autre, en fait en brisant son unité et sa capacité de mener une lutte autonome contre toutes les fractions de la bourgeoisie. Le bloc américain met en place la mystification des "droits de l'homme" contre le totalitarisme, utilisant l'aspiration de l'homme pour la liberté comme fer de lance pour l'annihilation de toute liberté ; on voit bien ce que ces mots veulent dire lorsque Carter présente la répression en Iran comme "humaine" et a pour alliés des pays qui sont de gigantesques camps de concentration. Pour un prolétaire qui se fait exploiter, la situation est-elle fondamentalement différente dans l'enfer des usines Ford ou Renault, ou dans celui des usines automobiles russes? Entre la peste et le choléra, les ouvriers ne peuvent choisir l'un ou l'autre, mais détruire les deux!

L'autre carte que le bloc occidental tient dans sa manche, c'est la mystification de la "paix", en présentant le bloc antagoniste comme le fauteur de trouble. Cela exprime la domination économique du bloc américain qui peut faire peser le poids de son économie pour affaiblir son adversaire qui sur ce terrain est impuissant à le concurrencer. Cela tient de la pure escroquerie alors qu'on vient de voir que c'était ce même bloc américain qui développait la dynamique la plus offensive ; mais cette mystification est d'autant plus dangereuse qu'elle joue sur la résistance du prolétariat, et de la majorité de l'humanité, qui ne veut pas faire la guerre. La "paix" du capital veut dire renforcement du bloc pour préparer la guerre, la "paix" du capital veut dire une exploitation encore plus féroce. La "paix" d'hier au Vietnam montre aujourd'hui quelle définition la bourgeoisie a des mots. Il n'y a pas de paix possible dans la survie d'un système dont la survie est basée sur la guerre impérialiste.

Le bloc russe, quant à lui, ne peut concurrencer son adversaire sur le plan économique et donc est obligé le plus souvent de faire parler les armes pour parvenir à grappiller quelques mar-

Y. S.

suite page 7

LUTTE "POPULAIRE" OU LUTTE DE CLASSE ?

Iran, Nicaragua, c'est par milliers de morts que les régimes en place doivent leur maintien au pouvoir. Voilà l'image idyllique que le capitalisme nous donne de lui aujourd'hui. Pour la bourgeoisie "démocratique", "progressiste" ou "libérale", tout cela est "de la faute" des régimes "poutrés" et "sanguinaires" du Shah ou du dictateur Somoza. Hypocrisie ! Les lamentations actuelles de cette bourgeoisie ne nous ferons pas oublier qu'elle partage, avec les secteurs de droite, "fascistes" et autres, l'entière responsabilité des plus grands crimes de ce siècle ; des 20 millions de morts de la 1ère guerre mondiale, des 50 millions de morts de la 2nde, de tous les massacres qui l'ont suivie et surtout qu'elle a toujours été en première ligne quand il s'agit de déchaîner la répression contre la classe ouvrière. Aujourd'hui, dans ces deux pays, ce n'est pas le prolétariat

IRAN

• Trois jours avant la répression qui s'est abattue sur les manifestations pacifiques des habitants des taudis en Iran, toute la presse bourgeoise parlait de "libéralisation", s'attardait sur la description idyllique de la foule qui lançait des gerbes de fleurs sur l'armée et la police. Puis, ce fut la tuerie. L'armée tirait à vue. Les soldats qui refusaient d'exécuter, mitraillés aussi. 5000 morts, ce jour là. Un mouvement qui rassemblait 500 000 personnes dans une même colère s'est fait écraser comme des agneaux dans uneoucherie.

C'est ainsi que répond la bourgeoisie lorsque la situation est bloquée, et que les Carter, les Schmidt, les Giscard ou les Hua Kuo Feng ne peuvent admettre que soient mis en péril les milliards investis en Iran, pays clé de la situation stratégique de la guerre entre les blocs.

Mais si les remous actuels en Iran sont certes l'expression de rivalités intestines qui agitent le clan du shah, l'église ou l'opposition pro-russe, alimentées par des rivalités de plus grand ampleur, celles des blocs occidental

AMERIQUE LATINE

• Au Nicaragua, un régime aux abois déchaîne aujourd'hui une des répressions les plus féroces que l'Amérique Latine ait connu depuis le putsch de Pinochet au Chili en 1973. C'est là une image que le capitalisme, tous secteurs confondus, ne manquera pas de présenter de plus en plus fréquemment à mesure que sa crise mortelle ira en s'aggravant. Mais le dégoût que les atrocités de la soldatesque aux ordres de Somoza ne peut manquer de provoquer, ne doit pas faire oublier au prolétariat où sont ses intérêts véritables, s'il ne veut pas se laisser entraîner dans une lutte qui n'est pas la sienne, où il n'a rien à gagner et tout à perdre.

la lutte du "peuple" n'est pas notre lutte

Pour ceux à qui il suffit qu'une lutte soit violente pour qu'elle soit révolutionnaire, comme "Libération" par exemple, il faut sans doute saluer la "lutte du peuple de Matagalpa" par exemple, où "les étudiants, les lycéens, les commerçants, les paysans, les employés...se sont soulevés comme un seul homme" (journal du 5 août).

Pour nous, pour le prolétariat mondial, cette énumération est avant tout significative que cette lutte n'est pas la nôtre, même si des prolétaires en sont les premières victimes.

En effet, cette lutte, si elle s'appuie sur le mécontentement de toute une série de couches sociales violemment touchées par la crise mondiale du capitalisme, ne peut que servir des intérêts qui n'ont rien à voir, ni avec ceux de la classe ouvrière, ni même avec ceux des autres couches qui sont descendues dans la rue. D'emblée, elle s'est placée sur un terrain parfaitement bourgeois, celui des "droits démocratiques", du "renversement de la dictature fasciste". Et cela d'autant plus facilement que ces différentes couches, autres que le prolétariat, n'ont aucun avenir, ni immédiat, ni encore moins historique.

Aucun avenir pour les étudiants et les lycéens destinés à devenir techniciens ou cadres, mais pour quoi faire ? dans un pays où l'industrialisation est à son plus faible degré de développement.

Aucun avenir pour les paysans qui peuvent difficilement vivre de ce qu'il qu'ils produisent : bananes, café, canne à sucre... et plus difficilement encore payer leurs impôts.

Aucun avenir pour les commerçants qui peuvent difficilement vendre quelque chose, à une population dont 80 % vit dans les bidonvilles et dont 40 % est au chômage.

Aucun avenir pour les quelques milliers d'employés dont la perspective se situe de plus en plus entre l'austérité et le chômage.

et russe, la foule mystifiée qui s'est jetée dans la rue, n'était pas avant tout animée de la foi dans Allah ou de la volonté que l'Iran s'islamise. Ce qui T a jetée là, c'est la misère profonde dans laquelle est maintenue la majorité de la population, pour qui la survie est un problème quotidien, et qui n'a rien à perdre, parce qu'elle ne possède rien, si ce n'est sa vie, et encore si peu.

Cette foule qui s'est fait livrer pieds et poings liés à la répression, endormie par les appels au pacifisme d'une opposition qui craignait d'être débordée par sa masse de manoeuvre, ce n'est pas encore la classe ouvrière. Les grands centres industriels, ceux qui se sont soulevés en grève l'année dernière, sont restés muets, à part le simulacre de "grève de solidarité" de 24 heures orchestrée par l'opposition. La classe qui seule porte la possibilité de la véritable libération de l'humanité, celle qui seule a la force de s'organiser et de s'armer contre le capitalisme pourrissant, commence à peine à s'affirmer sur la scène internationale. Aussi longs que soient ses préparatifs, ce n'est que dans un mouvement international de la classe ouvrière que se trouve le

qui occupe le devant de la scène. L'immense mécontentement de presque toutes les couches de la population, violemment heurtées par la crise mondiale du capitalisme, et où domine la petite-bourgeoisie agricole et urbaine, en est d'autant mieux utilisé, soit au service des secteurs les plus anachroniques de la classe dominante corne en Iran, soit au service de la bourgeoisie "démocratique" comme au Nicaragua. De ce fait, la domination bourgeoise n'est nullement remise en cause par ces "mouvements populaires", mais la sauvagerie avec laquelle ils sont réprimés permet de se faire une idée de ce que la classe capitaliste, toutes fractions réunies, est capable de faire quand son système est réellement menacé par la seule classe qui puisse l'abattre : le prolétariat.

bout du tunnel pour le tiers-monde. En l'absence de cette force, les mouvements du lumpen prolétariat sont condamnés à se faire embrigader par des "ayatollas", des PC ou autres prometteurs de miroirs aux alouettes, et à se faire massacrer.

Si le mouvement auquel s'est heurté l'Etat-iranien n'était pas encore celui de son ennemi mortel, sa réaction fut par contre celle à laquelle TOUTE bourgeoisie a recours face à la colère des exploités, quand les phrases creuses ne suffisent plus.

Pour accréditer la possible mise en place d'une soi-disant libéralisation au nom du camp des droits de l'homme, la bourgeoisie occidentale tente de masquer sous le folklore des grands sorciers ayatollas les véritables causes de la situation, tentant de justifier la tuerie par le caractère "réactionnaire" du mouvement. Les réclamations américaines du début de l'été ne déclaraient-elles pas que "le shah partage les conceptions occidentales des droits de l'homme" ? Nous n'en doutons pas. La bourgeoisie a par-delà ses frontières et ses divisions, la même conception des droits de ceux qu'elle exploite. Et les professions de foi de la gauche en France

l'homme".

Jamais, non plus, une opposition à un gouvernement en place n'a reçu une telle approbation de tous côtés, et bien au-delà du pays concerné lui-même. En effet, derrière le "front élargi d'opposition", et à des degrés divers, il y a bon nombre de pays d'Amérique Latine qui n'ont pas intérêt à voir se développer une zone d'instabilité sociale à leurs frontières : c'est le cas du Vénézuëla notamment, qui a tout récem-

LA LUTTE DES MINEURS

• Il y a 8 ans, le 4 septembre 1970, Allende, le chef de l'Union Populaire, devenait président du Chili : c'était, à en croire la gauche et les gauchistes, une grande victoire ouvrière. Il y a 5 ans, le 11 septembre 1973, Allende tombait sous les coups de la junte militaire de Pinochet : c'était, à en croire encore la gauche et les gauchistes, le renouveau du "fascisme", une grande défaite ouvrière.

Et pourquoi ? Qu'est-ce qui a changé depuis 8 ans, ou depuis 5 ans, au Chili ? La crise s'est sans doute aggravée, corne partout dans le monde, Pinochet a continué le programme de nationalisations commencé par Allende, et le prolétariat est de plus en plus amené à la misère.

Mais la gauche et les gauchistes ne nous convaincront pas que quelque chose a fondamentalement changé au Chili entre la période d'Allende et celle de Pinochet. Ils ne convaincront pas plus les ouvriers chiliens en particulier qui ont été les premiers à célébrer, à leur manière, l'anniversaire de la mort d'Allende : sous Pinochet comme sous Allende, ils se battent encore, avec les mêmes armes, contre le même ennemi : la bourgeoisie.

Mais voilà, pour certaines fractions de la bourgeoisie, les choses ont changé et le sens de la lutte des mineurs de cuivre de Chuquicamata également.

En septembre 1978, gauche et gauchistes saluent la lutte des mineurs de Chuquicamata qui a duré plus de trois semaines : c'est une "bonne grève".

Pourtant, les mineurs n'ont pas attendu le régime de Pinochet pour se battre : ils s'étaient déjà battus en décembre 70 pour des augmentations de salaires. En juillet 71, ils avaient recommencé, mais, cette fois, la lutte s'était étendue à El Salvador, El Teniente... et touchait 10.000 mineurs. En novembre 71, Allende a même envoyé Castro pour persuader les mineurs de reprendre le travail.

Il est vrai qu'alors les mineurs de Chuquicamata ne faisaient pas une "bonne grève", même si la grève n'était pas, alors, officiellement illégale. Ils n'étaient que des "agitateurs démagogues", un "groupe privilégié", une "aristocratie ouvrière", une "couche corporatiste", des "provocateurs fascistes".

Les "provocateurs" d'hier se battent encore aujourd'hui contre la bourgeoisie ; ils ne considèrent pas encore que "le travail volontaire est un devoir révolutionnaire" (Allende), ils considèrent encore que la "bataille de la production" n'est pas la leur", que le combat de la bourgeoisie n'est pas le leur.

Il n'y a plus alors aucune difficulté à comprendre pourquoi la population du Nicaragua s'est, en quelque sorte, mise en grève générale, et à quel degré de décomposition de la bourgeoisie cela correspond.

La lutte du "peuple nicaraguayen", c'est donc la lutte de toutes les forces politiques opposées à la famille Somoza : jamais, très certainement, un front élargi d'opposition n'a été aussi élargi puisqu'il va des conservateurs aux sandinistes favorables à la guérilla, qu'il comprend à la fois les milieux d'affaires, l'Eglise, et tous les amateurs de "respect des droits de

ment prêtés son armée au Costa-Rica pour protéger ses frontières, et qui demande de plus en plus fortement l'aide des USA. La réaction des USA semble encore un peu hésitante mais, elle vise avant tout à installer au Nicaragua, comme ailleurs, un régime capable de garantir un minimum de "paix sociale" pour tenter de "rentabiliser" l'aide qu'il peut lui apporter. Le tout, bien sûr, sous la couverture du "respect des droits de l'homme".

Et toute l'opposition à Somoza se veut respectueuse des "droits démocratiques" du "peuple nicaraguayen" ; il n'est qu'à entendre les syndicats patro-

qui implore une "véritable libéralisation" ne font pas plus illusion que les autres. Depuis le sang des ouvriers allemands sur les mains de la social-démocratie en 1920 jusqu'aux massacres en chaînes dans les pays sous développés actuellement, la chaîne est longue des forfaits perpétrés par la classe bourgeoise lorsqu'elle se trouve face à l'impasse, à l'opposition de ceux qui n'ont rien à perdre.

La signification de ces derniers massacres est double :

-elle est d'abord un signe que le lumpen prolétariat des pays du tiers monde est prêt à la lutte à mort contre le capital, même s'il se trompe en identifiant aujourd'hui le système qui entretient sa misère à la seule personne du Shah ;

-elle est surtout un avertissement de ce qui attend la classe ouvrière si elle se laisse prendre aux prêches pacifistes des fractions bourgeoises qui tentent de l'utiliser, et de ce que sera la réaction des Etats bourgeois à sa lutte, quelle que soit la fraction, de droite ou de gauche, qui se trouve à la tête de l'Etat bourgeois.

D. N.

naux eux-mêmes : "l'installation d'un régime démocratique susceptible d'introduire des réformes sociales, politiques et économiques visant à l'amélioration des conditions de vie du peuple du Nicaragua". Voilà le contenu de la lutte du "peuple nicaraguayen", exprimé tout crûment par ceux-là mêmes qui exploitent tous les jours des milliers de travailleurs et d'ouvriers agricoles.

La lutte du "peuple nicaraguayen", c'est donc, avant tout, celle de toutes les fractions de la bourgeoisie qui demandent à pouvoir exploiter en paix les travailleurs, et une aide consistante du bloc. Et en suivant l'étendard de la bourgeoisie, cette lutte ne pouvait avoir qu'une issue : le massacre.

Et ce n'est pas parce que des travailleurs ou des chômeurs en ont été les victimes que cette lutte est notre lutte. Toujours les ouvriers ont fait les frais des règlements de compte entre fractions locales ou nationales de la bourgeoisie : les deux guerres mondiales en sont l'expression la plus criante. Et le massacre au Nicaragua n'est donc rien d'autre qu'un moment de la barbarie.

Notre lutte, si ce n'est pas celle d'un "peuple nicaraguayen", c'est celle de tout un prolétariat qui se bat à l'échelle d'un continent entier, et qui tente de lutter en tant que classe autonome. Bien sûr, dans ce cas, les journaux ne signalent les luttes du prolétariat que par quelques entrefilets. C'est bien là l'expression de cette "liberté de presse" qui n'a rien à envier, du point de vue de l'hypocrisie, au "respect des droits de l'homme" de Carter ; et cette politique est bien celle de toutes les fractions de la bourgeoisie qui s'entendent pour saluer la lutte des "peuples d'Amérique Latine" : comprendre, "il n'y a pas de lutte de classe en Amérique Latine". Et pourtant, cette lutte existe, et depuis plusieurs années. Et celle-ci, c'est notre lutte.

Notre lutte, c'est celle des mineurs de Chuquicamata, hier contre Allende, aujourd'hui contre Pinochet.

C'est celle des travailleurs péruviens dont nous parlions dans le dernier numéro de RI : 40.000 mineurs en grève pendant 31 jours, demandant 25 % d'augmentation de salaires et qui ont repris le travail en ayant tout obtenu, du moins pour un temps : la non-application du décret anti-grève, une loi sur la stabilité de l'emploi, la garantie qu'il n'y aurait pas de représailles. La bourgeoisie péruvienne n'a pu, bien sûr, accorder ces revendications qu'en pensant les récupérer le plus tôt possible

LES DROITS DEMOCRATIQUES CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

• Pour les idéologues bourgeois, l'Etat est l'émanation de la souveraineté populaire. La démocratie est la forme suprême de l'Etat, l'achèvement et la perfection de son être. Le marxisme y voit cependant tout autre chose. Dévoilant la division de la société en classes, il démontre qu'il ne saurait y avoir communauté d'intérêts entre exploités et exploités. Par conséquent, l'Etat, loin de gérer un prétendu bien commun, n'est jamais qu'une triche aux mains de la classe exploiteuse. Cela reste vrai même si la démocratie étend son voile hypocrite sur les rapports de classe et ne laisse paraître que les "citoyens égaux et libres". Derrière la liberté et l'égalité formelles, descend l'ombre du bâton dont la classe oppresseuse se sert pour assujettir la classe opprimée.

Pour comprendre la fonction première de la démocratie, on peut méditer ces mots d'Engels : "...au moment de la révolution, elle aura son importance en tant que PARTI BOURGEOIS EXTREME... A ce point, toute la masse des réactionnaires s'aligne dans sa foulée et la renforce, tout ce qui est réactionnaire se donne des allures démocratiques... (ce qui fait que) notre seule ennemi au moment et au lendemain de la crise sera T'ENSEMBLE DE LA REACTION REGROUPEE AUTOUR DE LA DEMOCRATIE PURE" (Engels, 1884, lettre à Bebel).

C'est vrai lorsque la crise révolutionnaire frappe à la porte, mais tend également à se réaliser dès que les affrontements de classe se durcissent. Les luttes prolétariennes trouvent alors sur leur chemin le mirage démocratique et parlementaire, destiné à les égarer, à ramollir ou écarter les assauts qu'elles portent à l'Etat bourgeois, à freiner ou disloquer leur élan, à les emporter sans force loin de leur but. Car si "l'appareil exécutif, militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie représente pour lui un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique" (thèses de la Gauche italienne, 1920). De ce moyen de défense indirecte, aucun Etat de la classe dominante ne peut durablement se passer sans chauffer à blanc les antagonismes sociaux.

démocratie et état fort sont complémentaires

Nous avons établi que la démocratie servait principalement de tampon entre la machine étatique et la classe ouvrière ; au détriment non de la première, mais de la seconde. Dans le cours au renforcement de l'Etat, la légalité "démocratique" est d'ailleurs la plus avantageuse pour la bourgeoisie. Elle n'a nul besoin de liquider son arsenal démocratique pour augmenter ses capacités de répression brutale. C'est au contraire sous la démocratie que l'Etat bourgeois se renforce LE MIEUX : il gagne en puissance matérielle, sans pour autant rien perdre en puissance idéologique. Il faut apprécier avec réalisme cette tendance de la démocratie à se blinder "contre la subversion", à se doter des capacités de répression les plus modernes pour faire face à la lutte de classe (comme l'indique la campagne anti-terroriste de la bourgeoisie, prétexte au déploiement, béni par la gauche, de ses forces policières). Voir dans le blindage de la démocratie une tendance qui ne peut être

truction de l'Etat bourgeois, n'est nullement propager le pessimisme dans la classe ouvrière. A moins de croire réellement que la bourgeoisie ne se prépare pas pour le moment crucial et renoncera à se défendre si les codes démocratiques sont suffisamment exprimés dans un texte de loi. Une fatale illusion qui a creusé la tombe de plus d'une révolution quand la bourgeoisie, acculée, s'est mise à violer tous les chapitres de sa propre légalité.

que signifient aujourd'hui les «droits démocratiques» ?

Au siècle dernier, lorsque le capitalisme était un mode de production progressif, il existait la possibilité pour la classe ouvrière d'obtenir un certain nombre d'améliorations et de garanties au sein du système. A cette époque, malgré les illusions qu'elles pouvaient déjà favoriser, et que les révolutionnaires dénonçaient, les luttes pour certains de ces "droits" avaient un sens. C'est notamment vrai pour le suffrage universel qui permettait, d'une part, l'utilisation du parlement comme tribune de laquelle les partis ouvriers pouvaient mettre en avant ce qui distinguait le prolétariat des autres classes de la société ; d'autre part, d'apporter un soutien aux secteurs les plus dynamiques de la classe dominante contre les vestiges de la féodalité afin de hâter le développement du capitalisme et donc des conditions de sa disparition. Mais, aujourd'hui, alors que le capitalisme est un système décadent, qui ne peut accorder de réelles améliorations à la classe ouvrière, au sein duquel tous les secteurs de la classe dominante sont réactionnaires au même titre que le système lui-même, on peut se demander ce que valent ces "droits démocratiques" dont parle l'extrême-gauche. Effectivement, ces droits, quels sont-ils ?

C'est le droit pour le prolétaire, après avoir sué tant et plus pour le capital, de coucher sur papier son mécontentement, de le faire publiquement et même de se rassembler avec d'autres pour en parler... dans la mesure bien sûr où aucune lutte n'en découle, sinon la police intervient et rappelle très vite que la "démocratie a aussi ses devoirs".

C'est le droit, après avoir trimé durement dans les bagnes industriels, de se faire arnaquer par les syndicats pour tenter de récupérer une partie de ce que le capital nous vole, et pour finalement ne pas même récupérer des miettes parce que les syndicats ne sont là que pour protéger les profits du capital.

C'est la liberté de croire que si tel ou tel parti accédait à l'exécutif de l'Etat, la société changerait, de telle sorte que nous devrions nous échinier à élire parti sur parti dans l'espoir de voir leurs promesses se réaliser. Bref, les "libertés démocratiques" sont la consolation offerte par la bourgeoisie à ses esclaves salariés et elles culminent dans la liberté... d'être humble et soumis à l'ordre établi. Qui nous fera croire après ça qu'une autre classe que la bourgeoisie a intérêt à la démocratie politique ?

Dans la propagande des gauchistes, les "libertés constitutionnelles" sont pour le prolétariat la première chose à acquiescer. Dans leur vision de la lutte de classe, le prolétariat apparaît comme un ver rampant, la classe opprimée la plus lâche et la plus insensée de l'histoire. Car si les esclaves du passé avaient d'emblée leurs propres révoltes, les serfs les jacqueries, la bourgeoisie les grandes révolutions anti-féodales ; le prolétariat n'a qu'un itinéraire absurde : d'abord lutter avec les méthodes bourgeoises pour des objectifs bourgeois (par exemple, avec les syndicats pour la mystification de "droit de grève"), ensuite seulement envisager la révolution. Comme si après avoir fait siens des buts et des moyens opposés à ses propres buts et moyens, on pouvait songer sérieusement à renverser l'ennemi de classe !

Mais, ici, le gauchisme sursaute et se colore d'indignation. Il crie au scandale, tablant sur le sens commun et l'opinion courante : "Quoi ! Pour ces misérables pourfendeurs de démocratie, la lutte contre l'arbitraire, pour la liberté d'association, d'expression, etc. n'est pas valable en tous temps et de n'importe quelle manière ?" Bien sûr que non, faux dévêts, elle ne Test pas. Les révolutionnaires ne sont nullement favorables aux libertés EN GENERAL qui toujours cachent la dictature bourgeoise. D'abord parce qu'ils sont partisans de la dictature du prolétariat comme transition nécessaire vers le communisme, c'est-à-dire d'un pouvoir qui SUPPRIMERA pour les classes exploiteuses ces fameuses libertés politiques dont on parle tant. Ensuite, parce qu'il vaut mieux faire

grève pour les intérêts réels de la classe ouvrière, plutôt que pour obtenir... le "droit de grève" accordé par la bourgeoisie, qui ne sera jamais que la garantie verbale de ne pas réprimer la grève, en d'autres termes, du vent. Qui serait assez naïf pour croire que si la grève menaçait véritablement ses intérêts, la bourgeoisie resterait inactive parce qu'elle a promis de le rester ? Seuls ceux qui ont orienté tous leurs espoirs sur l'obtention de cette promesse, en la prenant pour argent comptant, seront surpris lorsque la classe dominante leur cassera l'échine.

L'extrême-gauche, quant à elle, s'affirme partisane de la "liberté de grève" : elle montre par là que la classe ouvrière dont elle rêve, n'est que la classe qui SE SOUMETTRA TOUJOURS ! Tant que les prolétaires feront la grève pour se voir garantir le droit de grève, écriront pour avoir le droit de parler, parleront pour avoir le droit de parler, la bourgeoisie ne sera jamais menacée.

Mais quand la classe ouvrière fera grève sans concessions, exprimera ses intérêts généraux antagoniques au capital, écrira et parlera d'insurrection avec la ferme intention de la mettre en pratique, les fusils de la classe bourgeoise tonneront, quel que soit le "degré de la démocratie". Le gauchisme voudrait établir un "statu quo" entre les deux classes antagoniques. Et pour cela il propose aux prolétaires, ni plus ni moins... de ne pas lutter, de prendre des airs courtisans à l'affût de phrases onctueuses et de caresses empoisonnées. Encore les courtisans savaient-ils s'y prendre. Les prolétaires n'en retireraient qu'une honte sans avantage. En somme, le programme du gauchisme revient à dire que le plus sûr moyen d'empêcher la répression de s'abattre sur la révolution ; et en lieu et place de lutter pour elle, de dévoyer les combats prolétaires en leur donnant comme objectifs des "droits" vides de sens qui ne renforcent que les illusions propagées par la société bourgeoise.

AMERIQUE LATINE

suite de la page 4

Elle n'a, de toutes façons, pas le choix. Mais la classe ouvrière a donné bien des preuves de sa combativité : elle n'a pas hésité à refuser l'accord préalable signé entre les syndicats et le patronat au cours de la dernière grève. Elle a tout un passé de luttes : les mineurs de Cobiza en 71, les pêcheurs de Chimbote et les mineurs de Cuamone en 73, les mineurs de Centromin Peru en août 74, les métallurgistes en septembre 74, les mineurs encore en décembre 74, les prolétaires de Lima en février 75, ceux d'Arequipa en juillet 75, les mineurs, les métallurgistes, les employés des banques et de la presse en janvier 76. A tous ceux qui recherchaient encore une classe ouvrière au Pérou, la voilà, et la liste de son action est suffisamment parlante.

Notre lutte, c'est aussi celle des métallurgistes de Sao Paulo, au Brésil, en mai 78. La grève, commencée par les ouvriers de la métallurgie, s'est poursuivie dans la sidérurgie, les constructions mécaniques, les industries textiles. En mai, finalement, 100 000 ouvriers sont en grève illégale pour des augmentations de salaires. Mais, là encore, le patronat est de plus en plus tenté par les méthodes "occidentales" : "les dirigeants d'entreprises" estiment qu'une reconnaissance du droit de grève et l'octroi d'un rôle plus important aux syndicats permettraient de circonscrire des conflits sociaux qui, dans les circonstances actuelles, se transforment en autant de "grèves sauvages" ("Le Monde" du 31 mai). Saluons au passage "Le Monde" pour ces quelques lignes qui en disent long sur son objectivité.

En septembre, le mouvement de grève a repris parmi les employés de banque, les métallurgistes du grand complexe de Joao-Montevade, portant à plus de 150 000 le nombre des grévistes. Mais, il faut croire que le voeu du "Monde" n'a pas été satisfait et que les techniques de mystifications syndicales ne

la Position des révolutionnaires sur la démocratie

Toutes ces constatations ne nous empêchent évidemment pas d'affirmer pour le prolétariat le "droit" de combattre la domination bourgeoise. Faut-il beaucoup discuter pour comprendre la différence entre ce "droit" et celui que l'extrême-gauche revendique pour la classe ouvrière ? Le marxisme est partisan de la COALITION des ouvriers pour limiter les empiètements du capital, de l'EXPRESSION par la parole et l'écrit de leurs revendications de classe, et même plus, de leur ORGANISATION comme CLASSE REVOLUTIONNAIRE pour renverser l'Etat bourgeois et le capitalisme.

Jamais la classe dominante ne pourra admettre le "droit", historique du prolétariat à la balayer, elle et toute sa société d'oppression et d'exploitation. Ce "droit", le prolétariat le tire non d'une constitution stalinienne qui le proclame, ni de principes moraux, mais de sa seule FORCE. Quant à ses possibilités d'association, de réunion, de diffusion d'une presse, etc. -exigences pratiques de sa vie-, il doit les IMPOSER par la lutte contre l'Etat bourgeois, non pour se maintenir dans des positions défensives, mais pour se préparer à l'assaut final.

Rien de commun, on le voit, avec la démocratie bourgeoise et ses prétendues garanties. Mais, au contraire, la plus ferme détermination d'affronter la terreur bourgeoise, démocratie ou fascisme, sur un terrain de classe : par la préparation, l'organisation de la lutte révolutionnaire. Lorsque la classe ouvrière s'émancipera de ses illusions dans la démocratie, elle n'exigera pas un nouveau "droit", un "droit prolétarien" à la révolution ; mais concrétisera son devoir historique de renverser le vieux monde par la destruction de tout l'appareil politique, économique, juridique du capitalisme.

(D'après Internationalisme n°23).

sont pas encore au point au Brésil.

Notre lutte, c'est aussi celle des ouvriers de Renault-Argentine en octobre 77 : 23 ouvriers sont encore portés "disparus", 140 ont été licenciés.

C'est aussi celle des enseignants de Colombie, des employés de l'aéroport, des banques, des ouvriers du bâtiment il n'y a pas si longtemps, et tous en lutte pour des augmentations de salaires ou des non-versements de primes.

C'est encore celle des mêmes ouvriers de la sucrerie Aztra à Guayaquil, en Equateur, qui, en octobre 77, avaient été si violemment réprimés et qui se sont à nouveau remis en grève le 8 août.

Les faits se suffisent à eux-mêmes : la classe ouvrière existe en Amérique Latine et, bien plus, elle se bat, et pas seulement en suivant les syndicats. La bourgeoisie a bien compris qu'il s'agissait des mêmes luttes que dans les pays dits développés, elle qui a commencé par réprimer d'abord violemment toute grève, à interdire le droit de grève, et qui, maintenant, ne se sert plus seulement de la gauche et des gauchistes pour justifier la répression, mais de plus en plus pour demander des "droits démocratiques".

Elle se bat le plus souvent pour des augmentations de salaires, elle se bat contre l'austérité, le chômage, la misère, pas pour obtenir de quelconques "droits démocratiques". Et les préparatifs de la bourgeoisie à un affrontement plus généralisé n'atténuent en rien la force du prolétariat sur tout un continent.

Elle se bat seule, contre la bourgeoisie toute entière. Sa lutte est notre lutte, son ennemi est le même, il est mondial : c'est la bourgeoisie. Là encore plus qu'ailleurs, le prolétariat n'a plus rien à perdre que ses chaînes.

N. M.

PCF-LCR : UN FLIRT TOUJOURS RENOUELE

• Les amitiés fort particulières qui lient la LCR au PCF sont dignes d'un journal à scandale de grand tirage. Cette farce qui dure depuis 50 ans serait risible si elle n'était macabre pour certains et criminelle pour la classe ouvrière.

Avec l'a priori que "la crise du prolétariat, c'est la crise de sa direction", tel que le disait Trotsky lui-même dans le programme de transition Les trotskystes se sont toujours posés comme "direction" de rechange, cette ânerie les a constamment mis à la remorque des staliniens et des sociaux-démocrates, et dans le feu et le sang de la 2ème guerre mondiale les a amenés à trahir ceux-là même dont ils prétendent diriger les pas.

Aujourd'hui, les trotskystes font des offres de service au PCF du genre de "la lettre ouverte aux militants du PCF" ("Rouge" du 29.8.78), une nouvelle fois, c'est le temps des "retrouvailles" et des appels du pied. A propos de la fête de "Rouge", à la porte de Pantin, la LCR écrivait dans son journal du 30 mai 1978 : "Pour la première fois en France, des communistes, des socialistes et des trotskystes se sont assis à la même table pour engager un débat public". Le 5 septembre ("Rouge" n°740), les trotskystes crient une fois de plus victoire à la parution du livre : "L'URSS et nous" aux Editions Sociales. Certaines citations sont soulignées : "...nous (il s'agit du PCF) avons rejeté totalement les idées et l'oeuvre d'hommes comme Trotsky, ou Boukharine..." La LCR demande alors que la "réhabilitation" soit encore plus prononcée : "faudrait-il lever les interdits qui s'opposent encore aujourd'hui à une re-

connaissance des organisations révolutionnaires et anti-staliniennes par le PCF ?"

Ce qui est bien permanent dans l'attitude des trotskystes, c'est cette attitude pour être reconnus par les organisations prétendument ouvrières. Cette attitude suiviste a fait entrer la Ligue Communiste à la SFIO en août 34, parti des massacreurs de la classe ouvrière, social-démocratie qui a écrasé la commune de Berlin en 1919, et tué Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht au nom du "Front Unique", du "soutien critique", etc. ils ont soutenu le Front Populaire, appelé les prolétaires à s'entre-massacrer dans la seconde guerre mondiale au nom de l'anti-fascisme, ils ont participé à la Résistance aux côtés de toutes les fractions de la bourgeoisie "anti-fasciste" : socialistes, staliniens, gaullistes, monarchistes, etc.

Pourtant, la liste est longue de ceux qui se sont fait massacrer au nom de cette politique, depuis Trotsky lui-même et les oppositionnels russes de 25-30 jusqu'en Espagne 37 et aux trotskystes liquidés dans la Résistance en France et au Vietnam par le Vietminh.

Quel est le sens du regain d'intérêt du PCF pour les trotskystes aujourd'hui? Celui-ci a-t-il rangé le piolet dans ses tiroirs ? Le PCF a-t-il changé ?

Il n'y a que les trotskystes pour le croire ! Le PC a aujourd'hui besoin de se doter d'un vernis radical et de rééquilibrer la gauche en sa faveur, jusqu'au prochain tournant... Il peut maintenant se servir de ceux qui lui prêtent un soutien soi-disant critique constant, que ce soit dans les syndicats

ou dans la vie politique générale comme lors des élections où l'allégeance et le langage révolutionnariste des gauchistes donne la caution radicale nécessaire pour rabattre les éléments combattifs de la classe. Demain le PCF estimera nécessaire de se débarrasser des "hitléro-trotskystes" comme il les appelait en 47, et on peut prévoir de quelle manière il le fera...

Mais ce ne sont ici que querelles entre bourgeois, ce que nous devons savoir, c'est qu'il se prépare là une nouvelle opération CONTRE la classe ouvrière.

Les exemples ne manquent pas pour nous le montrer, lorsque les staliniens ont besoin d'aide pour mystifier la classe, les trotskystes sont là pour les y aider.

Nous pouvons rappeler comment le PC espagnol a salué les trotskystes quand il a eu besoin de leurs services. De même, au Portugal, le PC exclu du gouvernement a du se mettre à la remorque du FR (Front d'Unité Révolutionnaire) des gauchistes. "L'ouverture" du PCF et ses critiques de l'URSS ne sont pas surprenantes, elles sont dans la ligne du soi-disant eurocommunisme. C'est-à-dire en conformité avec l'offre de service des PC à la fraction de la bourgeoisie au pouvoir afin de "mieux gérer" en commun le capital en crise.

Ayons confiance dans les trotskystes, comme à Ceylan, comme en Algérie avec le Docteur Pablo, ils viendront au chevet du capitalisme sénile.

C'est pourquoi, nous mettons la classe ouvrière en garde CONTRE SES ENNEMIS.

R.

SALUTA «ALARME»

• Récemment a été publiée la revue "Alarme", organe du "Ferment Ouvrier Révolutionnaire" (1). Cette revue continue en français le travail initié par "Alarma" en espagnol depuis plus de 10 ans. Ce groupe, à travers la personne de son inspirateur G. Munis, est issu d'une scission du trotskysme. Réfugiés au Mexique, des membres de l'ex-section espagnole de la IVème Internationale allaient défendre une position internationaliste pendant la guerre en dénonçant le caractère impérialiste dans les deux camps de ce nouvel holocauste. En supposant à la "défense de l'URSS" des trotskystes, concrétisée par leur participation dans les fronts de résistance, le groupe de Munis rompait de fait avec la IVème Internationale, rupture qui fut officialisée par leur scission en 1948.

C'est grâce à cette scission que le groupe du Mexique put se réapproprié les positions de classe les plus fondamentales : affirmation de la décadence du capitalisme, rejet des luttes de libération nationale, caractérisation de l'URSS, de la Chine, etc, comme capitalistes (cf. "Pour un second Manifeste Communiste") ; dénonciation des syndicats comme organes du capitalisme ("Les syndicats contre la révolution" de Munis et B.Péret). Positions aujourd'hui défendues par le FOR.

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir l'intervention des camarades du "Fomento Obrero Revolucionario" s'élargir avec la publication en français de leur numéro 1 d'"Alarme". Cette parution est un signe que la crise, loin de démoraliser le prolétariat et ses éléments d'avant-garde, est au contraire un terrain favorable où la vieille taupe de la révolution vient creuser avec ardeur. L'existence même d'"Alarme" constitue une preuve vivante que la position défendue par "Alarma" il y a quelques années selon laquelle, comme en 29, la crise générale du capitalisme allait plonger dans la désignation et le désespoir le prolétariat, ne s'est heureusement pas vérifiée. Le développement de la lutte de classe à l'échelle internationale depuis 68, même si son cours demeure encore hésitant, traduit le cours historique actuel de la tendance générale à la révolution prolétarienne, comme point d'aboutissement de tout un processus d'explosions ouvrières de plus en plus généralisées. Cette alternative prolétarienne, face à l'autre alternative, celle capitaliste de la guerre généralisée, se traduit par un surgissement d'éléments neufs, qui, au prix d'immenses difficultés, se réapproprient peu à peu, les positions révolutionnaires du passé.

Faire face à ses responsabilités de révolutionnaires dans la classe, faire un travail de clarification théorique, mener une confrontation politique dans le milieu révolutionnaire en vue d'un regroupement des forces que le prolétariat secrète toujours plus est une tâche immense, qui implique une intervention renforcée, un organe d'intervention. Nous saluons dans "Alarme" cette tentative de concrétiser une intervention politique avec des articles vivants d'actualité (Indochine, Italie, grève des mineurs aux USA, etc.) ou de fond (contre les nationalisations) qui viennent actualiser les positions révolutionnaires.

Nous devons faire ici néanmoins quelques remarques d'ordre théorique, qui, bien entendu, n'épuisent pas une discussion plus systématique avec ces camarades. Plusieurs points, dans la présentation du FOR, nous semblent manquer de clarté :

Il est affirmé qu'"il y a 40 ans s'achevait la contre-révolution", et que l'Espagne en 36-37 fut l'ultime point d'aboutissement de la vague révolutionnaire commencée en 17. Parler de "révolution espagnole", alors que le Front Populaire, la mobilisation sur le front de la guerre civile fut un sommet de la contre-révolution, ouvrant le cours à la guerre impérialiste mondiale, c'est ne pas tirer toutes les leçons de la contre-révolution officialisée par l'adoption par l'IC du "socialisme en un seul pays". La Gauche italienne, à travers "Bilan", a été une des seules en mesure, à l'époque, de dénoncer l'écrasement du prolétariat mondial qui se préparait à travers l'embrigadement dans la "lutte anti-fasciste", puis l'écrasement des ouvriers de Barcelone en 1937. "Alarme" qui affirme que "le bordiguisme en arrive à nier la révolution espagnole du fait de l'absence d'organisation révolutionnaire forte" ne comprend donc toujours pas qu'il n'y ait pas une "révolution espagnole" mais bien une contre-révolution espagnole, expression de la contre-révolution mondiale qui réduisit à néant la magnifique combativité du prolétariat espagnol en juillet 36. Et enfin, pourquoi la prétendue révolution espagnole a été une période non d'organisation du prolétariat en conseils, mais d'atomisation dans les tranchées, non de surgissement d'un parti mais de débâcle généralisée dans le milieu révolutionnaire. "Alarme" ne l'explique pas, ne tente pas de soumettre au crible de la critique, -sans préjugés ni idées reçues- cette vieille position erronée du FOR.

Alors que le "Second Manifeste Communiste" définissait le courant trotskys-

te comme "réformiste", "Alarme" affirme clairement qu'il est contre-révolutionnaire. C'est un pas en avant incontestable. Mieux vaut tard que jamais, après toute une période où le FOR eut quelques "atomes crochus" vers LO pour laquelle il avait plutôt un "préjugé favorable". Il nous semble cependant que cette dénonciation du trotskysme ne va pas jusqu'à la racine du mal. Affirmer que Trotsky considérait ses positions sur l'URSS comme "provisaires", différencier en quelque sorte les "disciples" du "maitre", c'est escamoter purement et simplement la responsabilité du créateur de la IVème Internationale dans la trahison de cette dernière lors de la 2ème guerre mondiale : de la "défense de l'URSS" du "programme de transition" au soutien du camp démocratique "contre le fascisme" dans "Défense du marxisme", au salut enthousiaste de l'arrivée de l'armée rouge en Finlande et dans les pays baltes, Trotsky n'a fait que préparer et couvrir le passage progressif du "trotskysme" à la bourgeoisie. Cette réticence à reconnaître la validité de l'analyse de la Gauche italienne par rapport au trotskysme, cette vague nostalgie de la "section espagnole" de la IVème Internationale, autant de confusions du passé que le FOR actuel arrive encore mal à surmonter.

La caractérisation de la période actuelle manque de clarté. Sommes-nous en période de cours vers la révolution? Ou bien alors de cours vers la guerre? La présentation du FOR garde là-dessus un silence gênant. Le titre d'"Alarme" donné à l'organe du FOR ne contribue pas à dissiper ce silence : s'agit-il de sonner l'alarme face à une prochaine guerre mondiale? "Alarme" est, pour un groupe révolutionnaire se développant en période de montée de la lutte de classe, un titre bien... alarmiste.

L'ensemble de ces critiques faites rapidement à la jeune publication en français du FOR, ne sont pas bien entendu des critiques pour la critique.

Elles se veulent un encouragement à une discussion de plus en plus profonde et large, sans sectarisme, au sein du milieu révolutionnaire international, à une confrontation publique et résolue de leurs positions avec d'autres groupes politiques, comme ils ont commencé de le faire.

Que cette confrontation, vitale pour le mouvement révolutionnaire, soit possible, les conférences internationales à Oslo ou à Milan l'ont montré.

(1) "Alarme", C/o -"Parallèles", 47, rue St Honoré, 75001 Paris.

LES REVISIONS DU PCI

suite de la page 8

lité à la lettre des positions de Lénine conduit à une trahison de toute sa démarche comme révolutionnaire et comme marxiste : se mettre à l'école de l'expérience ; critiquer, à la lumière de celle-ci, la moindre erreur programmatique ou d'analyse.

Implicitement, c'est ce qu'a fait le PCI en rejetant certaines de ses positions qui n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Mais, si, réellement, une vie révolutionnaire l'anime, il ne peut en rester là : il doit également tirer les conclusions de ce réalignement et jeter aux orties les dogmes absurdes et dérisoires de "l'invariance" et du "monolithisme". Le PCI n'est ni "invariant", comme on a pu le voir, ni monolithique : sinon, pourquoi le "centre" estime-t-il nécessaire d'indiquer la bonne direction dans laquelle les "camarades doivent travailler". Rien n'est plus étranger au marxisme que l'idée d'une pensée monolithique. Le marxisme est essentiellement critique et même s'il se conçoit comme une vision cohérente du monde, il n'a jamais exclu la possibilité de contradictions au sein de sa démarche, contradictions qui sont l'expression même de la vie.

Chacune des différentes organisations qui se réclament du bordiguisme se considèrent comme "le seul détenteur de la conscience révolutionnaire". Pauvre conscience qui est obligée de courir après l'événement et, incapable de tirer les enseignements d'un demi-siècle d'histoire, d'ajuster le tir au coup par coup. Comme toute pensée, elle aurait grandement gagné à la discussion et à la confrontation avec celle des autres groupes communistes existant à l'heure actuelle. Cela lui aurait peut-être évité certains des errements menchevicks et kautskystes que le PCI -bien que partiellement- vient de rejeter en catastrophe et que d'autres organisations dénonçaient depuis longtemps. Malheureusement, par leur refus récent de participer aux efforts de discussion entrepris avec "Battaglia Comunista" par le CCI, le OVO et autres, le PCI ("Programma"), comme le PCI ("Il Partito Comunista"), se refuse à une telle attitude. Décidément, il reste encore un long chemin à faire pour le bordiguisme !

F.M.

(1) Thèses de la social-démocratie révolutionnaire sur la guerre impérialiste (1915).

SOLUTIONS DE GAUCHE

suite de la page 2

lui demander de se suicider; prétendre que cela peut résoudre la crise est, comme on l'a vu, encore plus absurde.

Ce mensonge n'est pas gratuit, en défenseur sourcilieux de l'économie nationale, ces agents de la bourgeoisie en milieu ouvrier, dissimulent soigneusement que toute amélioration de la condition ouvrière se heurte fondamentalement aux intérêts de l'économie nationale, et ce, d'autant plus en temps de crise. Attitude rigoureusement logique de la part de ceux qui consacrent depuis des décennies l'essentiel de leurs efforts à paralyser toute lutte ouvrière, et donc à empêcher toute amélioration de sa condition. Au-delà du mensonge, de la démagogie, ces propositions de l'aile gauche du capital visent à enchaîner le prolétariat derrière un projet qui lui est foncièrement opposé. Derrière la réduction du temps de travail, il y a la planification du chômage, de la misère, prélude à la militarisation du travail; derrière la relance de la consommation populaire, il y a le "fabriquez français" et sa seule perspective, la guerre. Deux seules voies s'offrent à la classe ouvrière. L'embrigadement derrière la gauche ouvre la voie montrée par 1936 : les 40 h, l'augmentation des salaires d'abord, la guerre ensuite. L'autre, la seule perspective pour aujourd'hui, se défend face aux coups qui nous sont assés, demain pour passer à l'attaque, nécessite la rupture totale avec la gauche et la police des usines que sont les syndicats.

R.N.

REUNIONS PUBLIQUES

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi le but de nos réunions publiques.

REVOLUTION INTERNATIONALE, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Aix-en-Provence, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Montpellier, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

aix-en-provence

Permanence : 18 octobre, Café Le Leydet, Cours Mirabeau, de 18 h. à 20 h.

bordeaux

Réunion publique : 21 octobre, à 17 h., Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "LES PERSPECTIVES DE LA RENTREE SOCIALE EN FRANCE".

clermont-ferrand

Réunion publique : 26 octobre, à 20 h., Café "Le roi du pinard", place des Sallins, 1er étage sur le thème : "MOYEN-ORIENT, RENFORCEMENT DU BLOC AMERICAIN".

dijon

Permanences : 3ème mercredi du mois (18 octobre) de 18 h à 19 h. au Pavillon St Bernard, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

grenoble

Réunion publique : 3 novembre, à 21 h., 6, rue H. Berlioz, sur le thème : "LES PERSPECTIVES DE LA RENTREE SOCIALE EN FRANCE".

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale
France Etranger Par avion
50 F 70 F 90 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement
France Etranger Par avion
30 F 40 F 50 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.8

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

BLOCS

suite de la page 3

chés ; ce qu'il va mettre en avant, c'est donc avant tout la mystification de la "guerre révolutionnaire" en soutenant les différents fronts de libération nationaux et le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". On voit ce que cela veut dire aujourd'hui lorsque les armes russes massacrent les érythréens alliés de naguère ou lorsqu'on voit ce que la "libération du Vietnam" a signifié pour les prolétaires vietnamiens : une exploitation et une misère accrues!

L'autre mystification essentielle du bloc russe est sa soi-disant nature socialiste, utilisant l'aspiration des prolétaires au communisme pour leur faire défendre ce qui en est la négation la plus totale.

De plus en plus, chaque bloc trouve

lille

Réunion publique : 21 octobre, à 15 h. 30 au Pavillon de l'hôpital St Sauveur, rue St Sauveur, face Hôtel de Ville, sur le thème : "LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES".

lyon

Permanence : 4ème mercredi du mois (25 octobre) de 18 h. à 19 h.
Réunion publique : 28 octobre, à 17 h., au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "CHOMAGE ET LUTTE DE CLASSE".

marseille

Permanences : 2ème et 4ème vendredi du mois, 30, rue Ste Victoire, salle Lacordaire.

montpellier

Réunion publique : 20 octobre, à 21 h., salle Lacordaire, rue des Augustins, (Esplanade), sur le thème : "VIETNAM, ZAIRE, CAMBODGE : PREPARATIFS A LA 3EME GUERRE MONDIALE".

nantes

Réunion publique : 21 octobre, à 17 h., au 3, rue Amiral Duchaffault sur le thème : "LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE". Contact avec les diffuseurs au marché Talensac le 14 octobre, à 11 heures.

paris

Réunion publique : 7 octobre, à 17 h., 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte), Paris 13ème sur le thème : "LUTTES DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE".

Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit.

toulouse

Réunion publique : 27 octobre, à 21 h., 48, rue de la République, sur le thème "QUELLES PERSPECTIVES POUR LA RENTREE SOCIALE EN FRANCE ?"

souscription

A l'heure où la crise frappe avec le plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux. C'est pour pouvoir faire face à ces augmentations que nous sommes contraints d'augmenter le prix du journal à 3 F au lieu de 2 F.

D'autre part, pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Nous tenons à saluer la parution de la brochure de rupture d'avec CPAO sous le titre : "Rupture avec le volontarisme et la confusion" (2 F), comme tentative de clarification de toutes les confusions attachées à l'idée d'autonomie ouvrière.

Disponible à l'adresse de RI

PUBLICATIONS DU CCI

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328

Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

internationalisme

EP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martín
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereldrevolutie

I.K.S.
Postbus 452
Nijmegen

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

revue internationale 14

- Afrique : contre la marche vers la guerre mondiale, riposte internationale de la classe ouvrière,
- Mai 68, reprise de la lutte prolétarienne,
- Terrorisme et terreur, violence
- Chômage et lutte de classe
- Massacre des ouvriers en Inde
- Une caricature de parti : le parti bordiguiste.

LISEZ

internationalisme 24

- Belgique : pas d'évasion de la misère capitaliste, seule la lutte paie.
- La cause palestinienne : un mensonge cynique
- R.B.P. : la crise n'épargne pas les secteurs de pointe
- Cuba : internationaliste ou mercenaire ?
- Economie mondiale : à grands pas vers l'effondrement
- Procès des dissidents : les généraux admirent les droits de l'homme
- "Alfaques", le capital a encore frappé

- Pays-Bas : le plan de salut de Van Agt
- Prague : 10 ans après : anniversaire d'un mythe
- Défaitisme révolutionnaire : seule réponse prolétarienne à la guerre impérialiste.

world revolution 19

Fascism, anti-fascism : same enemy. Spanner in the war machine. Occupations, yes! union imprisonment, no!. Foremen's strike. The democratic torture chamber in N. Ireland. 35-hour week. Ditching detente. China. Czechoslovakia'68. Solidarity/SR. Pannekoek and Gorter. Role of revolutionaries.

accion proletaria 20

- Declaracion internacional de la CCI sobre la guerra del Zaire,
- La "democratizacion" de America Latina,
- El consenso nacional
- La ley de accion sindical
- El paro
- Huelgas en Santander
- Un congreso de la burguesia
- La ofensiva democratica del capital
- El mito de las colectividades anarquistas,
- Francia : vuelve la tormenta social

Brochure :



aujourd'hui des alliés chez les gauchistes, les maoïstes pour le bloc américain, et surtout les trotskystes pour le bloc russe, véritable fer de lance de l'offensive bourgeoise contre le prolétariat qui ont été de tous les mauvais coups perpétrés contre la classe ouvrière. Ils ont été de tous les massacres, en appelant chaque fois les ouvriers à soutenir une fraction de la bourgeoisie soi-disant plus progressiste contre les "réactionnaires". De plus en plus, ils apparaissent pour ce qu'ils sont : l'expression la plus radicale de la mystification bourgeoise qui vise à entraîner le prolétariat dans la guerre; ils trouvent toujours une fraction de la bourgeoisie à défendre, c'est à dire des prolétaires à massacrer.

C'est à cette offensive mystificatrice du monde entier, qui tente de distiller son venin contre la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat, que la classe ouvrière devra sa-

voir faire face pour dans l'avenir être capable de mener sa lutte AUTONOME qui permettra la libération de l'humanité des fers de l'exploitation capitaliste.

Pour la classe révolutionnaire, pour tous les prolétaires, la compréhension de la situation internationale, l'analyse du rapport de forces entre les blocs impérialistes d'une part et entre le prolétariat et la bourgeoisie au niveau mondial d'autre part ne consiste pas à considérer les événements comme une partie d'échecs, comme un observateur, mais correspond à une nécessité vitale pour forger les armes de la victoire de demain.

C'est dans la compréhension des armes que la bourgeoisie utilise aujourd'hui que se prépare le combat de demain. Avant la seconde guerre mondiale, la guerre en Espagne a servi de champ de manœuvre à la bourgeoisie pour expé-

menter non seulement ses armes techniques mais aussi ses armes idéologiques. Les conflits qui se déroulent aujourd'hui de par le monde ne sont pas loin de nous, ils nous montrent à quoi nous devons faire face aujourd'hui et dans le futur.

Comprendre les rapports de force mondiaux, c'est comprendre dans quel cadre, où et comment le prolétariat doit et devra mener sa lutte, c'est déjà lutter. Parce que le prolétariat est une classe mondiale, chaque victoire, chaque défaite locale est une victoire ou une défaite de toute la classe. Parce que le prolétariat est une classe mondiale, chaque ouvrier est qu'il le veuille ou non partie prenante de ce qui se passe à l'autre bout du monde. Parce que le prolétariat est une classe mondiale, la seule, les prolétaires, les révolutionnaires sont INTERNACIONALISTES.

LES REVISIONS DU PCI

"Il n'est jamais trop tard pour bien faire" et "tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir", nous dit le "bon sens populaire". En général, les communistes dénoncent ce "bon sens" dans lequel ils voient essentiellement un condensé de tous les préjugés sur lesquels s'appuie l'idéologie de la classe dominante, mais, pour une fois, ces deux proverbes semblent pouvoir s'appliquer au "Parti Communiste International" dont les analyses publiées dans le n° 77 de "Programme Communiste" et le "Prolétaire" n° 2/1 traduisent un net redressement par rapport aux aberrations qu'ils a pu produire ces dernières années sur trois points essentiels pour la lutte prolétarienne :

- l'évaluation de la situation internationale et particulièrement la question des préparatifs vers une 2ème guerre mondiale;
- la compréhension de la nature des luttes dites de "libération nationale";
- les tâches actuelles du prolétariat mondial et plus particulièrement dans les pays "sous-développés".

Nous estimons très important ce redressement opéré par le PCI, nous espérons qu'il ne restera pas sans lendemain et permettra en particulier à cette organisation de reconsidérer sur un certain nombre de positions erronées qui, pour l'heure, lui interdisent une contribution réellement positive au processus de prise de conscience de la classe ouvrière.

Mais nous entendons déjà le militant bordiguiste crier à la "falsification" et déclarer : "Nous, changer de position ? Jamais ! Ne savez-vous pas que nos positions sont invariantes ?"

Bien, puisqu'il le faut, nous allons imposer au lecteur un certain nombre de citations de la presse du PCI pour faire apparaître que ces changements de positions sont bien réels et non le fruit de notre simple imagination torturée.

une invariance a géométrie variable

• Nous avons signalé trois points sur lesquels les positions du PCI ont évolué de façon positive. Le premier concerne l'évaluation de la situation internationale. Voici ce que le PCI écrivait en 1974 concernant les rapports entre les USA et l'URSS : "Nous proclamons depuis longtemps un certain nombre de vérités qui ne sont pas des découvertes de nos cerveaux mais découlent d'une application élémentaire du marxisme à l'analyse et à l'appréciation des événements contemporains. Le prétendu "condominium américano-soviétique" sur le monde n'est en réalité qu'une domination du gendarme américain avec participation aux bénéfices du laquais russe. Tout pas en avant dans la détente, dans les "relations commerciales avantageuses", dans la co-existence pacifique... Tout cela signifie le feu vert pour le gendarme impérialiste international siégeant à Washington (mais, bien entendu... la succursale de Moscou, elle aussi en profite celui qui tient le parapluie de son supérieur hiérarchique a quelque chance d'être à l'abri de la pluie...")...

En 1975, sous le titre "En Indochine, Taxe USA-URSS", on entendait le même son de cloche : "C'est là, dans le stalinisme, qu'est la racine de la capitulation devant l'impérialisme mondial et son pilier : les USA. C'est là aussi qu'est la clé pour comprendre par quel "mystère" la Russie et la Chine peuvent s'accuser réciproquement de révisionnisme et n'aspirer à rien d'autre qu'à de bons rapports et à une "collaboration avantageuse" avec l'empire de la bannière étoilée..."

"C'est en s'appuyant sur les centrales du "socialisme dans un seul pays" que Washington peut se sentir à l'abri aussi bien les jours de tempête que les jours de calme plat". ("Le Prolétaire", n°197 du 31 mai 1975).

Ainsi, à cette époque, le PCI développait la thèse d'un "impérialisme mondial dirigé par les USA dont l'URSS n'était qu'un simple valet. Il s'agit là d'une position proche de celles des trotskystes pour qui il n'y a pas (comme les révolutionnaires et particulièrement Lénine, l'ont toujours affirmée des blocs

impérialistes antagoniques mais une sorte de "super-impérialisme" tentant d'imposer ses conditions léonines à tous les autres pays du monde et contre lequel les "peuples" sont appelés à "s'émanciper". Certes, même à cette époque, il existait une différence fondamentale entre les positions bordiguistes et les positions trotskystes : les premières reconnaissent la nature capitaliste et impérialiste de l'URSS alors que les secondes considèrent ce pays comme un "Etat ouvrier" qu'il faut défendre. Cependant, cette conception d'un impérialisme mondial, non seulement tournait résolument le dos à la réalité (malgré la prétention de ses auteurs de procéder à "une application élémentaire du marxisme à l'analyse et l'appréciation des événements contemporains") mais, de plus, elle était extrêmement dangereuse et pernicieuse (c'est pour cela que Lénine la combattait très féroceement chez Kautsky) : en niant l'existence d'antagonismes irréductibles entre blocs impérialistes, elle tend à accréditer l'idée que la guerre impérialiste mondiale n'est pas la conséquence inéluctable de la crise du capitalisme en l'absence de révolution prolétarienne. C'est, sur le plan théorique, la porte ouverte au pacifisme et à l'abandon des positions fondamentales autour desquelles les révolutionnaires se sont retrouvés pendant la 1ère guerre mondiale et sur lesquelles s'est fondée l'Internationale Communiste. Rien de moins.

Progressivement, cette conception absurde a disparu des colonnes de la presse bordiguiste et on a pu voir apparaître des références à l'aggravation des tensions entre les "deux grands blocs" : il est vrai qu'il fallait être aveugle pour ne pas s'en apercevoir. Cependant, même ces derniers mois, la sous-estimation du rôle de l'impérialisme russe dans le monde était de mise : ainsi, lors de l'intervention française au Za'ire, la prise de position du PCI "Impérialisme français hors d'Afrique et du Liban" ("Le Prolétaire", n° 267), ne disait pas un mot de l'existence - combien présente en Afrique !- de l'impérialisme russe. Et si les articles suivants du "Prolétaire" étaient un peu moins discrets sur cette existence (ils insistaient presque exclusivement sur un seul point : les intérêts spécifiques de la France en

Afrique), ce n'est que dans "Programme Communiste" n° 77 que l'impérialisme russe trouvait sa vraie place dans la tragédie africaine et que la véritable signification des événements était dégagée : "Avec la chute de l'empire colonial portugais, le vrai repartage du continent est désormais ouvert. Mais il démarre en grand précisément au moment où la crise économique mondiale... ramène avec elle le spectre d'une nouvelle guerre mondiale. De plus, la lutte titanique pour la domination du monde que se livrent les deux super-monstres étatiques du capital, qui masquent leurs faces hideuses de marchands d'esclaves sous les plis des drapeaux d'une hypocrite défense des droits de l'homme d'un côté, d'un faux anti-impérialisme de l'autre, se répercute sur la scène de notre drame... On comprend alors que cette vaste aire géographique... devienne un terrain privilégié de la préparation d'un futur conflit impérialiste".

De même, cet article semblait répondre (est-ce une coïncidence ?) à celui publié dans "Révolution Internationale" n° 51 intitulé : "Et si le PCI avait des militants en URSS ?" et dans lequel nous mettions en évidence "l'internationalisme" à usage uniquement occidental de cette organisation. Effectivement, le PCI écrit : "Par rapport à l'Afrique, la position est la même en Belgique contre les agressions belges, aux USA contre les menées américaines, en Russie contre les brigandages russes... car le prolétariat international n'a pas à choisir un camp impérialiste contre un autre".

Très bien ! Voilà qui ressemble plus à une position réellement internationaliste !

Le deuxième point sur lequel on peut noter une évolution de la part du PCI est directement rattaché au premier : la signification des prétendues luttes de "libération nationale". Dans "Le Prolétaire" n° 271, le PCI nous en donne partiellement la clé : "Derrière les conflits locaux, rôle de spectre de la guerre mondiale". On peut lire dans l'article : "L'Afrique, en particulier, n'a cessé de prendre feu, dans sa corne orientale, au Sahara Occidental, au Tchad, et, enfin, au Zaïre. Les tensions nationales internes et les explosions sociales dans des pays dont l'indépendance est trop fragile pour ne pas se convertir en dépendance économique, financière, politique et militaire, ont été le prétexte d'interventions soit-disant philanthropiques des uns et des autres, créant une chaîne de heurts, d'antagonismes et de conflits sanglants qui n'est pas près de s'arrêter".

Voilà qui commence à ressembler à une appréciation correcte de ces luttes "nationales" dans lesquelles ce sont les blocs impérialistes qui sont maîtres du jeu, et absolument pas les "peuples". Toute cette théorie bordiguiste sur l'émancipation des "peuples de couleur" et que la simple constatation de la réalité oblige à remettre en cause, repose sur une thèse essentielle : celle de l'existence "d'aires" du capitalisme où les tâches du prolétariat seraient différentes. C'est justement sur ce 3ème point que l'article : "Sur la révolution en Amérique Latine" ("Programme Communiste" n° 77) essaie de rétablir une position correcte. C'est explicitement que cet article rejette la thèse énoncée dans le n° 75 de "Programme Communiste" et qui affirme : "La classe ouvrière doit lut-

ter pour soulever et entraîner sous sa direction les masses travailleuses paysannes et urbaines dans la révolution agraire et anti-impérialiste, qui n'est pas sa propre révolution de classe, mais une condition nécessaire... sur la voie de son émancipation..."

Il n'a pas peur d'affirmer dans le rectificatif : "il serait désastreux de s'enfermer dès à présent dans l'horizon soit-disant obligatoire d'une révolution bourgeoise radicale", et aussi : "c'est dans cette perspective, qui renverse le schéma esquissé dans (l'autre article), que nos camarades doivent travailler. Dans cette optique, la future révolution continentale prolétarienne, partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale, est la règle..."

Nous sommes loin des conceptions qui apparaissent dans l'article dédié à Che Guevara ("Le Prolétaire", n°253) qui se lamente que "le prolétariat... alors absent de la scène historique n'ait pas répondu à l'appel que lui lançaient, depuis La Havane, les représentants de la révolution paysanne" et qui prévoit : "L'appel, cependant, reste vivant, et la nouvelle vague révolutionnaire devra lui répondre".

C'est donc sur une position bien ancrée dans le PCI que l'article de "Programme Communiste" n°77 appelle à revenir et non sur une simple coquille malencontreusement apparue dans le n°75 de la même revue.

et maintenant ?

Si nous avons mis en évidence l'évolution subie dernièrement par certaines positions du PCI, ce n'est certainement pas pour le lui reprocher. Ces dernières années, ce n'est pas avec indifférence que nous avons constaté et signalé le processus d'involution de cette organisation qui se réclame de la Gauche Communiste, vers des positions de plus en plus proches de celles du trotskysme. Nous avons vu, au contraire, dans ce phénomène une dernière victoire de la contre-révolution qui entraînait de plus en plus à elle une organisation de la classe ouvrière. C'est pour cela que nous saluons les prises de position récentes du PCI. Nous y voyons une réaction contre cette involution et donc la possibilité d'un redressement politique. Cependant, nous estimons que cette réaction n'est pas suffisante et que c'est seulement en remettant explicitement en cause certaines des positions de Lénine et de l'Internationale Communiste dont le PCI a fait un dogme, qu'il pourra se donner la capacité de résister efficacement contre la pression de l'idéologie bourgeoise ambiante (et dont sa phraséologie sur les "luttes héroïques" des peuples X ou Y et sur les exploits du "Che" était une des expressions les plus lamentables). Lénine était un grand révolutionnaire, sa contribution au combat de la classe ouvrière est énorme, mais, comme tous les révolutionnaires, il a commis des erreurs. En particulier, dans son débat avec Rosa Luxemburg, l'histoire a donné raison à cette dernière : "Les guerres nationales ne sont plus possibles à l'époque de l'impérialisme effréné. Les intérêts nationaux ne servent que comme instrument de duperie pour mettre les masses ouvrières au service de leur ennemi mortel, l'impérialisme" (1). Plus d'un demi-siècle de massacres inter-impérialistes a tragiquement confirmé cette thèse. Ici, la fidélité

suite page 6

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-interrupus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.